



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

## S O M M A I R E

Ukraine : la Russie veut-elle et peut-elle poursuivre son offensive vers l'Ouest ?	Page 2
Vers une guerre de corsaires en Ukraine	Page 4
Vers une guerre nucléaire par mégarde	Page 9
Des ponts trop loin	Page 13
Forces terrestres ukrainiennes du déclin à la résurgence	Page 18
Guerre aérienne en Ukraine le problème de Diaporas	Page 23
Guerre en Ukraine : combats, diplomatie, économie...	Page 26
Où en est le conflit six mois après le début de l'invasion russe ?	Page 30
La boum	Page 32
La Turquie et la guerre en Ukraine ou le retour à une politique du grand écart	Page 38
Marioupol sur les routes de l'enfer	Page 41
Avec les derniers soldats français au Mali	Page 47
Défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest	Page 52
Pourquoi la mer Noire est-elle si stratégique ?	Page 55
Les temps qui sont devant nous vont être durs	Page 56
Quelques réflexions difficiles sur l'après-Ukraine	Page 56



## **Ukraine : la Russie veut-elle et peut-elle poursuivre son offensive vers l'Ouest ?**

Les déclarations du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, mercredi, sur les nouvelles ambitions russes en Ukraine au-delà du Donbass donnent l'impression que l'armée russe est sur une dynamique conquérante. La réalité sur le terrain est pourtant beaucoup plus nuancée et invite à se demander pourquoi la Russie croit judicieux d'ajouter des objectifs supplémentaires à son offensive.

Le Donbass ne suffit apparemment plus. La Russie vise dorénavant d'autres territoires après 149 jours d'une guerre débutée le 24 février. "Ce ne sont plus seulement les républiques populaires de Donetsk et Louhansk (les territoires séparatistes de l'est de l'Ukraine, NDLR), ce sont aussi les régions de Kherson et Zaporijjia (dans le sud) et une série d'autres territoires" que l'armée russe a dans le collimateur, a affirmé Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, mercredi 20 juillet.

Une posture conquérante qui peut surprendre. Certes, la Russie a progressé dans le Donbass : elle a affirmé, début juillet, contrôler la totalité de l'oblast de Louhansk (la région frontalière avec la Russie au sud-est de l'Ukraine), ce que confirme l'Institute for the Study of War, un institut indépendant américain d'analyse militaire.

Mais ce n'est pas la même histoire dans le Donetsk, l'autre partie du Donbass. Des villes importantes au nord de cette région, comme Kramatorsk ou Sloviansk, échappent encore à la férule russe. "La Russie progresse lentement, et on constate qu'elle subit des pertes importantes, notamment en équipement et matériel", résume Sim Tack, un analyste militaire pour Forces Analysis, une société de surveillance des conflits.

Préparer le terrain des référendums "truqués" d'autodétermination Une situation sur le terrain qui semble donc peu compatible avec les ambitions affichées par Sergueï Lavrov. Sauf à considérer que le ministre des Affaires étrangères "ne fait en réalité qu'annoncer des objectifs déjà atteints", suggère Sim Tack.

Le diplomate russe jouerait sur les ambiguïtés des appellations géographiques. Il évoque, en effet, Kherson - une ville déjà sous contrôle russe - et Zaporijjia. Cette dernière n'est pas encore occupée par les Russes, mais "une partie de l'oblast (région administrative ukrainienne) de Zaporijjia - qui comprend notamment la ville portuaire de Marioupol - l'est déjà", rappelle Sim Tack.

Dans cette hypothèse, "les déclarations de Sergueï Lavrov serviraient à préparer le terrain pour justifier une tentative d'annexion future de ces régions actuellement contrôlées par la Russie", estime Jeff Hawn, spécialiste des questions militaires russes et consultant extérieur pour le New Lines Institute, un centre américain de recherche en géopolitique. Une analyse partagée par John Kirby, le porte-parole du département de la Défense des États-Unis, qui a accusé Moscou, le 20 juillet, de préparer des référendums "truqués" d'autodétermination dans la région de Kherson et Zaporijjia pour conférer l'illusion d'un soutien populaire au rattachement à la Russie.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 3

Vladimir Poutine, le président russe, avait déjà utilisé la même méthode en 2014 pour justifier l'annexion de la Crimée. Moscou a d'ailleurs lancé une campagne pour motiver des enseignants et autres fonctionnaires à travailler dans les zones occupées en Ukraine pour commencer à y établir un début d'administration russe, affirme le Washington Post, qui a pu se procurer des offres d'emplois assortis de généreux salaires pour qui accepterait de se délocaliser à Kherson.

## **Odessa à 220 km de la ligne de front**

Mais, "il est tout à fait possible que l'état-major russe envisage réellement de pousser l'offensive encore plus à l'ouest", souligne Jeff Hawn. Sergueï Lavrov a d'ailleurs laissé cette porte ouverte en terminant son énumération des "nouveaux" objectifs russes par une allusion à "d'autres territoires".

À 220 km à l'ouest de la ligne de front, il y a la très stratégique ville portuaire d'Odessa. Mais "même si on en parle régulièrement, en l'état actuel du conflit, la prise de cette ville paraît être un objectif très difficile à atteindre", estime Jeff Hawn.

Les Ukrainiens deviennent de plus en plus efficaces pour bombarder les lignes de ravitaillement russes, grâce aux armes fournies par l'Occident - à commencer par les lance-roquettes multiples américains de type Himars. "Les Russes peinent à remplacer rapidement le matériel perdu sur le front et doivent avancer en faisant très attention", explique Sim Tack.

Pour cet expert, l'armée russe pourrait étendre sa ligne de front vers l'Ouest, mais cela dégarnirait davantage la défense des lignes vitales de ravitaillement. Une telle offensive aurait donc "forcément un coût humain et logistique très élevé, surtout si les Ukrainiens réussissent à couper les lignes de ravitaillement", affirme cet analyste.

Moscou devrait donc être prêt à d'importants sacrifices ne serait-ce que pour se rapprocher d'Odessa. Et l'armée russe n'aurait alors pas encore fait le plus dur. "Cette guerre a montré qu'à chaque fois qu'il s'agissait de prendre une ville importante - comme Kiev ou Kharkiv par exemple, la Russie échouait ou avait beaucoup de mal", rappelle Sim Tack.

## **Un prétexte pour continuer les combats**

C'est pourquoi, pour lui, "il faut utiliser une grille de lecture plus politique que militaire pour comprendre les déclarations de Sergueï Lavrov". Il s'agirait moins de la description du plan de bataille que "d'un discours destiné à présenter un visage conquérant à l'opinion publique russe, de manière à perpétuer le mythe d'une armée victorieuse", décrypte Sim Tack.

Le timing de cette prise de parole n'est, à cet égard, pas anodin. "Ces déclarations peuvent être perçues comme la réponse russe à la multiplication des articles et déclarations relatifs à l'impact des Himars sur le cours de la guerre", note Sim Tack.

C'est, en effet, la première fois qu'un officiel russe fait référence à ces armes américaines. Les fanfaronnades de Sergueï Lavrov sont une manière de prétendre que ces lance-roquettes ne



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 4

ralentissent en rien l'avancée russe en Ukraine, bien au contraire, puisque dorénavant Moscou a ajouté de nouveaux territoires à ces objectifs. "Il est aussi intéressant de constater que Sergueï Lavrov justifie l'extension des objectifs de guerre par l'arrivée de ces Himars sur le front ukrainien", ajoute Jeff Hawn. Le ministre russe a en effet affirmé que l'armée allait devoir pousser vers l'Ouest afin de bouter ces lance-roquettes hors d'un territoire limitrophe avec la Russie, car leur présence sur le sol ukrainien présenterait une menace pour la sécurité nationale russe.

Cette justification montrerait "que la Russie ne sait plus quels sont ses objectifs de guerre et se raccroche à ce genre de prétexte pour continuer les combats", souligne Jeff Hawn. Et c'est peut-être le plus inquiétant pour la suite du conflit car sans objectifs clairs à remplir, il n'y a pas non plus de fin de guerre à l'horizon. Les déclarations de Sergueï Lavrov sont, pour Jeff Hawn, la preuve que Moscou ne sait pas comment se sortir de ce conflit et a choisi la solution de facilité - la poursuite des combats - qui est aussi la plus meurtrière.

*france24.com*

## ***Vers une guerre de corsaires en Ukraine ?***

Dans le point de situation du 21 mai, j'estimais que si les rapports de force restaient comme ils étaient et s'ils continuaient à « alimenter » le front avec les mêmes ressources, les Russes devraient s'être emparés du couple de villes Severodonetsk-Lysychansk pour le mois de juillet et du couple Sloviansk-Kramatorsk pour la fin du mois d'août. La conquête du Donbass, l'objectif offensif affiché officiellement depuis le 29 mars, aurait alors été presque atteint. Il ne manquerait plus que la prise de la petite ville de Pokrovk nœud routier au centre de ce qui resterait sous contrôle ukrainien de la province de Donetsk pour afficher une victoire complète.

Si la première partie de l'hypothèse s'est avérée exacte, il est désormais infiniment peu probable que les forces russes parviennent à s'emparer de Sloviansk-Kramatorsk avant la fin du mois d'août, ni même celui de septembre. C'est qu'entre temps, les choses ont effectivement changé et que l'on s'approche du point Oméga, ce moment où les ressources disponibles en stock ou en production ne suffisent plus à alimenter les attaques. Celles-ci continuent bien sûr, du côté de Bakhmut notamment, la porte d'entrée sud du saillant de Kramatorsk ou plus au sud à proximité de la ville Donetsk, mais le rendement global de tous ces combats en km<sup>2</sup> conquis depuis un mois est le plus faible de toute la guerre. Les choses ne vont pas mieux du côté ukrainien, où plusieurs avancées avaient pu être réalisées dans la région de Kharkiv, avant d'y être stoppées et parfois refoulées. Du côté de Kherson, l'autre front offensif ukrainien, le résultat de la division entre le nombre de fois où le mot « contre-offensive » a été prononcé depuis deux mois et le nombre de km<sup>2</sup> réellement conquis ne cesse d'augmenter.

Avant même la publication de cartes montrant la réduction rapide du nombre de frappes d'artillerie, le nerf de la guerre de positions, il y a eu des indices de changement. Le 8 juillet, Vladimir Poutine annonçait que « les choses sérieuses n'avaient pas encore commencé en Ukraine ». Quelques jours plus tard, son ministre des affaires étrangères promettait une extension territoriale du conflit « au-delà



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 5

du Donbass » ajoutant un peu plus tard que « La Russie aidera obligatoirement l'Ukraine à se débarrasser du régime "antipopulaire" de Kiev ». En général, quand des dirigeants politiques se croient obligés d'annoncer qu'ils ne lâcheront rien, c'est qu'en réalité le terrain est déjà en train de les lâcher. Toutes ces déclarations coïncidaient en effet avec la période la moins active des forces russes depuis le début de la guerre, ce que l'on a baptisé « pause opérationnelle », c'est-à-dire une phase de reconstitution/redistribution des forces qui devaient déboucher normalement sur une nouvelle impulsion. Idem du côté ukrainien, où après l'ébranlement de la défaite dans le saillant de Severodonetsk, on s'est cru obligés de remobiliser les forces par une purge interne et la une nouvelle annonce d'une grande offensive à Kherson, alors qu'on pensait surtout les blessures du Donbass.

Une guerre est une conjonction de deux calculs de coût à la marge. Si on pense que les sacrifices du combat du lendemain peuvent permettre d'atteindre quelque résultat, même symboliques, on continue. C'est ainsi que par cumul de petites décisions de continuer des guerres finissent par devenir longue et horriblement coûteuses pour tout le monde, contrairement à ce qui était presque toujours souhaité au départ. Ce n'est que lorsqu'au moins un des deux camps finit par considérer qu'il n'y a pour lui aucun espoir et que tout sacrifice est désormais inutile, que l'on peut envisager une paix par soumission. Tout cela est évidemment très subjectif. Le commandement stratégique allemand considère en octobre 1918 qu'il n'y a plus aucune utilité à continuer la guerre, car il n'y a plus aucun scénario possible de victoire. Celui de 1945 continue la guerre jusqu'à la prise de Berlin, car il s'accroche encore à l'idée d'un retournement possible grâce notamment aux « armes miracles » ou au changement d'alliance des Alliés occidentaux contre l'Union soviétique. Vaincre, c'est détruire tous les scénarios de victoire chez l'ennemi.

Il peut arriver, plus exceptionnellement, que les deux camps considèrent simultanément l'inutilité de continuer, parce qu'on a atteint de part et d'autre au moins un objectif acceptable qui réduit l'utilité de continuer. On peut parvenir ainsi à une paix par commun accord. Cela supposerait en Ukraine que comme dans la théorie des jeux, les Russes considèrent avoir atteint le minimum des objectifs atteignables avec ce qu'ils ont déjà conquis et les Ukrainiens le maximum de ce qu'ils pouvaient espérer compte tenu du rapport des forces initial. C'est souvent un point d'équilibre instable et cela ne donne généralement qu'une paix provisoire.

On n'en cependant pas encore là en Ukraine, les deux adversaires ne pouvant pas encore se satisfaire de la situation actuelle et chacun d'eux ayant encore des scénarios de victoire. Dans ces conditions tout ce qui peut permettre, même un peu, de poursuivre la conquête du Donbass d'un côté et de refouler les Russes vers les lignes du 24 février de l'autre est considéré comme utile et justifie de continuer.

Le problème et pour reboucler avec ce qui a été plus haut est que ces objectifs imposent de conquérir du terrain, or c'est de plus en plus difficile. Attaquer une solide position défensive signifie réunir des moyens importants et réunir des moyens importants dans un environnement très surveillé signifie être vu et frappé. On peut essayer de se camoufler, de réunir les forces au dernier moment, de contre-battre au préalable l'artillerie ennemie, de s'entourer d'une solide bulle antiaérienne, de neutraliser les défenses par des feux indirects puis de mener l'assaut, mais tout cela demande des efforts





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 6

considérables pour gagner un village ou au mieux quelques kilomètres. C'est possible mais coûteux alors que les ressources déclinent.

Le pendant défensif de ce jeu à somme nulle, c'est-à-dire freiner l'autre dans l'atteinte de son objectif est plus facile, que ce soit statiquement avec des fortifications de campagne qui, à condition de travailler, sont de plus en plus résistantes avec le temps, ou plus dynamiquement par des frappes en profondeur sur le réseau de commandement ou de logistique. C'est ainsi que l'on vient dans les médias à plus commenter des frappes d'artillerie que des batailles.

Toute la question est de savoir si on assiste ainsi à une nouvelle phase des combats après la « guerre » (il manque en français la distinction entre War— la guerre comme acte politique — et Warfare — l'art opérationnel) de mouvement, la guerre de conquête de positions et que l'on pourrait baptiser « guerre de corsaires », pour reprendre un terme utilisé pendant la guerre d'Indochine et donner une appellation un peu romantique à ce qui n'est en réalité qu'une guerre d'usure. L'idée est qu'il est « hors de prix » en l'état actuel des forces de conquérir et tenir de grandes portions de terrain, et qu'il faut donc se contenter d'attaquer l'ennemi de manière ponctuelle par des raids et des frappes. Cela peut servir à appuyer un long processus de négociation comme en Corée de 1951 à 1953. Cela peut parfois, par cumul de petites actions indépendantes, faire émerger un effet stratégique comme lors du siège de Sadr City par les Américains en 2008 ou même lors des affrontements réguliers entre Israël et le Hamas ou très récemment le Jihad islamique à Gaza. Cela peut aussi servir à montrer que l'on fait quelque chose et maintenir la motivation de tous, l'armée, la population et les Alliés, en multipliant les petites victoires, alors que pendant ce temps on transforme son armée. C'est la stratégie française de l'été 1917 au printemps 1918 face aux Allemands. C'est celle de l'Égypte pendant la guerre d'usure de 1969 à 1970. C'est peut-être ce qui est en train de se passer en Ukraine.

La guerre d'usure signifie donc porter des coups avec les moyens dont on dispose mais, sauf très ponctuellement, sans occuper le terrain. Dans le dernier exemple cité avant l'Ukraine, les Égyptiens ont ainsi utilisé leur puissante artillerie puis des unités de commandos de plus en plus nombreuses pour harceler les postes israéliens le long du canal de Suez ou attaquer le port d'Eilat. Les Israéliens ont répliqué à leur tour par des raids de commandos spectaculaires y compris sur le territoire égyptien, des frappes d'artillerie sur les villes proches du canal et surtout par une campagne de raids aériens en Égypte. L'intervention par surprise d'une division de défense aérienne soviétique, bel exemple de stratégie de « piéton imprudent » a mis fin à la guerre d'usure. Les Soviétiques ont été battus tactiquement mais leur escalade a provoqué la peur d'une extension du conflit, ce qui a calmé toutes les ardeurs. Comme souvent dans ce type d'affrontement les deux adversaires peuvent prétendre l'avoir emporté, ce qui dans le cas égyptien était psychologiquement inestimable après le désastre de la guerre des Six Jours en 1967.

La guerre en Ukraine commence effectivement à prendre cette forme. La pause opérationnelle russe s'est terminée officiellement le 16 juillet. On constate depuis un déclin assez rapide de l'action de l'artillerie russe, pour des raisons diverses mais surtout l'entrave à la logistique des obus frappés par les tirs ukrainiens ou la raréfaction des stocks. Or dans la guerre de positions « l'artillerie conquiert et l'infanterie occupe », avec moins d'obus, il y a nécessairement moins d'attaques. Celle-ci se limitent



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 7

de fait à quelques petites actions dans le Donbass sans grand résultat, sauf peut-être du côté de Bakhmut, ce qui est maigre au regard de la puissance globale de l'armée russe déployée en Ukraine ainsi que ses alliés. On constate par ailleurs le déploiement du volume d'une armée russe dans la zone sud du Dniepr, probablement à destination défensive, ce qui, si cela se confirmait témoignerait de la nouvelle orientation.

On a surtout assisté depuis la fin de la pause russe à une multiplication des tirs de missiles balistiques ou de croisière sur de nombreuses villes ukrainiennes. Cette capacité à mener cette longue campagne de frappes témoigne d'ailleurs de ressources matérielles que l'on avait sous-estimé (tout en surestimant leur fiabilité technique), mais les Russes parviennent à maintenir les \*frappes de missiles, quitte à utiliser des vieux missiles antinavires déclassés KH-22 Kitchen ou même des missiles antiaériens S-300 frappant à terre. Ils utilisent toujours avec puissance leur redoutable force de lance-roquettes multiples, beaucoup moins précise que les batteries américaines de HIMARS mais bien plus volumineuse, et qui peut toujours frapper les arrières ukrainiens ainsi que l'aviation d'attaque et les hélicoptères russes.

Une des surprises de ce conflit est la discrétion des unités de commandos russes. Les Russes ont pourtant construit une véritable armée de soldats fantômes de la 45e brigade spéciale aux brigades de Spetsnaz des différentes armées et une force de raids avec quatre divisions et quatre brigades aéroportées/assaut par air. L'échec des raids aéromobiles initiaux à Kiev a sans doute refroidi l'audace du commandement russe, et la 45e brigade et les unités d'assaut aérien ont surtout été engagées comme unités d'infanterie. Les Spetsnaz aussi sont parfois employés comme unités de bonne infanterie, notamment à Kherson, mais ils servent aussi sans aucun doute pour fournir du renseignement de ciblage dans la profondeur ou inversement pour contrer les infiltrations des Forces spéciales ukrainiennes notamment près de l'axe logistique de Belgorod au Donbass. Pour autant, on ne peut mettre aucune action spectaculaire — au sens d'audacieuse et médiatique — à leur actif, ce qui pourtant est assez paradoxalement pour des « hommes de l'ombre » un de leur intérêt. Un ciel dangereux se prête mal aux infiltrations par voie aérienne, mais les coups de main restent possibles sur le front.

En face, les choses sont plus ambiguës politiquement, car si les forces ukrainiennes peuvent évidemment agir sans autre retenue que la préservation de la population dans les zones occupées par les Russes ou les républiques séparatistes, il leur est beaucoup plus délicat d'attaquer la Russie de peur de provoquer une escalade jusqu'à l'entrée en guerre officielle de la Russie et une mobilisation des moyens qui iraient au-delà de la « mobilisation molle » actuelle.

Les Ukrainiens disposent de moins de moyens mais ceux-ci sont plus variés et leur emploi est sans doute plus imaginatif. Ils bénéficient également de plus de renseignements dans la profondeur ennemie que les Russes grâce à l'appui technique des États-Unis, mais aussi et peut-être surtout par le lien toujours maintenu avec la population des zones occupées. Ils ont été capables de « coups » en profondeur moins nombreux mais d'autant plus spectaculaires qu'ils ont parfois eu lieu, sans être revendiqués, en territoire russe. On se souvient donc des frappes par missiles sur la base aérienne russe de Millerovo dès le 25 février, sur les navires de débarquement dans le port de Berdiansk ou



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 8

sans doute le 9 août sur la base aérienne de Saki en Crimée. Il y a eu aussi un raid aéromobile sur Belgorod le 1er avril et des destructions de ponts ferroviaires en Russie. La livraison de l'artillerie « moderne » (elle date en réalité souvent un peu) occidentale, comme les pièces Caesar et surtout les lance-roquettes multiples de grande précision HIMARS ou M-270 qui à condition d'un suivi logistique précis offre des perspectives nouvelles à la guérilla d'artillerie, avec depuis plusieurs semaines une campagne de frappes sur les dépôts d'obus russes.

Les actions les plus spectaculaires ont eu lieu en mer, ce qui est normal pour une guerre de corsaires, avec bien sûr la destruction du croiseur Moskva le 14 avril par la combinaison d'un raid de drones et d'une frappe de missiles antinavires. Il y a eu aussi plusieurs attaques de drones, d'avions de combat et de tir d'artillerie sur l'île aux serpents prise et occupée par les Russes dès le début de la guerre qui ont abouti, exemple rare de ce qu'une stratégie de coups peut obtenir, à son abandon par les Russes le 30 juin et un planter de drapeau ukrainien un peu plus tard. La mer offre d'ailleurs certaines possibilités de guérilla sur les côtes, de part et d'autre. On peut imaginer ce que les Ukrainiens pourraient faire avec les petits patrouilleurs Mark VI Patrol Boat commandés avant-guerre et livrables via les fleuves européens, une fois armés de missiles légers Sea Griffin ou de drones rôdeurs de type Switchblade 600, voire de roquettes anti-sous-marines.

Comme pour les Russes on attend toujours des raids spectaculaires de commandos, mais là encore peut-être que les circonstances actuelles les empêchent. On attend surtout la mise en place d'un véritable réseau de partisans de l'ampleur par exemple de la guérilla arabe sunnite en Irak contre les Américains à partir de l'été 2003. Ce serait là une véritable menace pour les forces russes et un grand atout ukrainien. Mais pour l'instant, par peur de subir le sort des Tchétchènes, par manque de moyens, par désintérêt aussi ou même parfois adhésion russe, cette guérilla se limite à quelques sabotages, des assassinats de collaborateurs des Russes, du renseignement et des tracts. La capacité à construire ou non cette guérilla est un enjeu majeur pour l'Ukraine. Bien entendu cette guerre de corsaires s'exerce dans tous les domaines, y compris civils, et rejoint en cela la confrontation Occident-Russie. Des cyberattaques jusqu'à l'influence auprès des sympathisants afin d'influer la politique des États en passant par tous les instruments de pression économiques, tout est utilisable pour saper la force de l'autre. Tout cela est bien connu désormais.

Maintenant, on l'a dit tout cela est rarement décisif. On peut comme dans le Sinaï faire des raids et des attaques pendant des mois, voire des années sans rien changer à la situation stratégique. À moins que les deux camps réduisent leurs objectifs, ce type de guerre ne peut se concevoir réellement qu'en accompagnement ou en substitut provisoire d'une nouvelle campagne où on plantera des drapeaux sur une carte, Pour cela, pas d'autres solutions que de transformer les armées actuelles afin qu'elles soient à nouveau capables de percer ou au moins de marteler le front avec plus d'efficacité. On suppose que c'est un processus déjà engagé de part et d'autre. Ce n'est pas seulement un problème de volume de forces. C'est une transformation profonde qui est nécessaire, ce qui prendrait des années dans une armée en paix mais devra s'effectuer en quelques mois au cœur de la guerre. Le premier qui comblera à nouveau une puissance de feu écrasante, d'où qu'elle vienne, avec de véritables et nombreuses divisions d'attaque de positions plantera les drapeaux en premier.





## **Vers une guerre nucléaire par mégarde ?**

***Avec le conflit russo-ukrainien, les risques d'une escalade nucléaire sont encore réels. Et à chaque élargissement des objectifs, la Russie s'approche un peu plus du gouffre.***

*par Giles David Arceneaux\* et Rachel Tecott\*\* - Publié le 04/08/2022*

La guerre russo-ukrainienne continue, et la Russie comme l'Ukraine ont ajusté leurs objectifs stratégiques. La Russie a abandonné son objectif initial – s'emparer de Kiev et y installer un gouvernement pro-russe – après s'être heurtée à la résistance acharnée des Ukrainiens. Désormais, l'armée du Kremlin se concentre sur la conquête de l'est du pays et sur l'annexion de larges portions de ses territoires méridionaux. Du côté ukrainien, on compte parmi les objectifs minimaux le rétablissement de ses frontières d'avant-guerre, avec des dirigeants laissant même entendre qu'ils pourraient pousser leurs ambitions jusqu'à la reconquête des territoires perdus en Crimée et dans le Donbass depuis 2014.

Les objectifs stratégiques des États-Unis en Ukraine, aussi, ont tout de la cible mouvante. Selon le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, les États-Unis souhaitent non seulement que l'Ukraine reste un pays souverain et démocratique, mais aussi « voir la Russie si affaiblie qu'elle ne sera plus en mesure de réitérer ce qu'elle a fait en envahissant l'Ukraine ». Selon les promesses de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, les États-Unis soutiendront l'Ukraine « jusqu'à la fin des combats ». Une ligne confirmée par le président Joe Biden, qui a déclaré que les États-Unis resteront aux côtés de l'Ukraine « aussi longtemps qu'il le faudra pour que la Russie ne puisse pas, en fait, vaincre l'Ukraine et s'en prendre à d'autres pays ».

Le degré d'ambition du soutien américain à l'Ukraine divise analystes et commentateurs. Selon certains spécialistes, les intérêts américains et ukrainiens divergent et justifient des objectifs plus limités. Mais, dans les discussions sur la politique de défense, les appels en faveur d'un soutien militaire continu et accru sont désormais dominants.

Entre les deux camps, l'une des plus grosses pommes de discorde concerne la probabilité estimée d'une escalade nucléaire. Là où les partisans d'objectifs limités s'inquiètent du potentiel d'escalade au-delà du seuil nucléaire, pour les analystes en faveur d'un soutien accru à l'Ukraine, les coûts des concessions sont plus dangereux que la confrontation et ils ont ainsi tendance à juger minimale la probabilité d'une escalade.

Sauf que si la probabilité d'un recours aux armes nucléaires en Ukraine est sans doute faible, elle n'est pas pour autant nulle. Les analystes écartant d'un revers de main le risque d'escalade nucléaire – et même la plupart de ceux qui s'en inquiètent – réduisent par trop les voies pouvant mener à l'utilisation du nucléaire, que ce soit de manière intentionnelle ou par inadvertance. Une meilleure définition de ces trajectoires aidera les décideurs à mieux comprendre quelles options politiques sont à même de



faire avancer les objectifs des États-Unis en toute sécurité, et quelles politiques, au contraire, devraient inspirer davantage de prudence et de retenue.

## **L'attaque nucléaire choisie**

Dès le premier jour de l'invasion russe en Ukraine, Vladimir Poutine prévenait que toute opposition aux efforts russes entraînerait des conséquences, « telles que vous n'en avez jamais connu dans toute votre histoire ». Ensuite, Poutine plaçait les forces nucléaires russes en état d'alerte maximale. Depuis le début du conflit, la Russie a multiplié les menaces nucléaires. Fin avril, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, mettait en garde les dirigeants occidentaux contre des risques de guerre nucléaire désormais « considérables ».

Qu'importent ces menaces sans ambages, des dirigeants américains et européens ont exprimé leur scepticisme quant à la probabilité d'une passe d'armes atomique. Par exemple, peu après la décision de la Russie de placer ses forces nucléaires en état d'alerte, le président américain Joe Biden s'est vu demander si les citoyens américains. Après cinq mois de menaces nucléaires non concrétisées, des analystes en sont venus à les juger « pas crédibles ».

En outre, compte tenu des effets massivement destructeurs des armes nucléaires et de l'apparent tabou empêchant leur utilisation, d'autres affirment sans la moindre réserve que la Russie n'aura pas recours aux armes nucléaires en Ukraine, car il s'ensuivrait « des représailles extraordinaires et un opprobre universel ». Même les observateurs les plus soucieux jugent une telle issue peu probable.

Affirmer que la Russie n'aura pas recours aux armes nucléaires dépend d'une hypothèse de taille : que la décision relèvera d'un calcul politique délibéré et commandé par Poutine. Reste que cette hypothèse ignore un autre défi à la stabilité en cas de crise. À savoir que les crises comportent des risques d'escalade nucléaire involontaires sans intention politique explicite. Des préoccupations qui méritent qu'on leur accorde davantage d'attention lorsqu'il est question de la politique étrangère des États-Unis à l'égard de l'Ukraine, tant la probabilité d'une escalade involontaire pourrait être, dans certaines circonstances, plus élevée que celle d'une escalade délibérée. Par exemple, si la Russie se met à mobiliser ses forces nucléaires pour signaler sa détermination.

## **Les voies de l'escalade fortuite**

Là où Poutine est le plus susceptible d'envisager l'utilisation d'armes nucléaires, c'est s'il fait face à une défaite stratégique dévastatrice ou à une menace existentielle pour son régime. Deux intérêts fondamentaux pourraient entrer dans cette catégorie : premièrement, les menaces pour la sécurité physique de la Russie, parmi lesquelles on pourrait compter une remise en question de ses gains territoriaux réalisés depuis 2014 ; deuxièmement, les menaces pour la survie du régime politique de Poutine.

Parmi les arguments des sceptiques de l'escalade, le fait que les armes nucléaires n'entreront pas en jeu tant que les États-Unis et l'Otan éviteront les lignes rouges tracées par la Russie, notamment les attaques directes contre les forces russes et le déploiement des forces de l'Otan en territoire ukrainien. Les périls associés au franchissement de ces lignes rouges expliquent pourquoi les décideurs



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 11

américains n'ont pas voulu d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine qui, pour être appliquée, aurait obligé les forces occidentales à cibler directement l'armée russe. Mais éviter un engagement direct avec les forces russes ne suffit pas à garantir la non-utilisation des armes nucléaires. Elles ne sont pas mises en service avec un simple interrupteur et leur processus de préparation en vue d'une potentielle utilisation comporte des risques d'emploi involontaire.

S'approcher des lignes rouges de la Russie – même sans les franchir – suffit à augmenter la probabilité d'un recours à l'armement nucléaire.

En cas de crise militarisée, c'est dans les systèmes de commandement et de contrôle nucléaires d'un État que se nichent bien des raisons de craindre une escalade involontaire. Les systèmes de commandement et de contrôle sont les moyens opérationnels par lesquels un État assure la gestion, le déploiement et le potentiel usage d'armes nucléaires. Plus simplement, c'est avec les procédures de commandement et de contrôle que l'on sait avec quel degré de centralisation se fait la supervision politique des forces nucléaires d'un pays. Ces systèmes dictent le mode de fonctionnement d'un État en temps de paix et, en cas de crise, jouent directement sur la probabilité d'un recours à l'arsenal nucléaire.

Si Poutine juge que la sécurité physique de la Russie ou son régime politique sont en danger, les chances qu'il accroisse la réactivité de son arsenal nucléaire sont plus élevées. Sur le plan opérationnel, cela signifie que les commandants militaires de rang inférieur seront davantage en mesure d'utiliser des armes nucléaires, et que de plus en plus d'opérateurs militaires entreront en possession d'armes nucléaires tout à fait prêtes à être lancées, probablement sans verrous techniques contraignant leur utilisation. Une telle délégation de la capacité d'utilisation des armes nucléaires à des commandants de niveau inférieur crée deux risques qui auront été pour le moins négligés dans le débat sur l'emploi d'armes nucléaires en Ukraine.

Premièrement, l'utilisation accidentelle – soit le recours involontaire à des armes nucléaires du fait d'une erreur de manipulation ou d'une défaillance de conception – augmente en probabilité à mesure que les opérateurs militaires en viennent à contrôler des armes tout à fait prêtes à l'emploi. Sans les obstacles dressés en temps de paix – par exemple, la séparation des ogives nucléaires et des missiles balistiques –, les opérateurs militaires en possession d'armes nucléaires sont davantage en mesure de les utiliser. L'Histoire regorge de coups de chaud atomiques, c'est-à-dire de cas où un accident a failli entraîner l'utilisation d'une arme nucléaire. De tels événements demeurent tout à fait plausibles en Russie. En outre, si une arme nucléaire devait accidentellement exploser en Ukraine, que les acteurs extérieurs n'en perçoivent pas le caractère fortuit et ordonnent des représailles nucléaires est aussi tout à fait possible.

Deuxièmement, la délégation de la capacité d'utilisation des armes nucléaires est à même d'augmenter la probabilité d'un emploi non autorisé – survenant lorsque ceux qui ont la responsabilité de cet arsenal le manient sans l'autorisation des dirigeants politiques. Un tel usage non autorisé peut survenir parce qu'un officier de niveau inférieur décide de contourner la chaîne de commandement et de lancer une attaque nucléaire sans feu vert politique, ou parce qu'il veut éviter la défaite s'il se voit dépassé par



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 12

l'adversaire sur le plan conventionnel. Des pressions qui pourraient être des plus fortes pour les commandants de l'arsenal nucléaire tactique russe, car ces armes sont plus susceptibles d'être placées sur un champ de bataille et de subir la logique du « maintenant ou jamais ».

## **Commandement, contrôle et escalade de la crise**

En temps de paix, le mode de gestion des forces nucléaires en Russie semble atténuer le risque d'utilisation accidentelle et non autorisée. L'autorisation de leur emploi revient, de manière centralisée, au président russe et les ogives nucléaires sont maintenues hors de portée des missiles balistiques. Ce qui empêche physiquement les commandants de niveau inférieur de détenir des armes nucléaires, et encore moins de les utiliser.

Sauf que si un adversaire, comme l'OTAN, s'approche des lignes rouges tracées par la Russie et menace la sécurité de l'État ou le régime de Poutine, il est possible que ce dernier autorise le transfert d'ogives nucléaires à des opérateurs militaires afin d'accroître la disponibilité de l'arsenal et de faire reculer l'OTAN. Avec le placement l'augmentation de la probabilité d'une utilisation nucléaire serait immédiate en ouvrant la porte à un usage accidentel ou non autorisé.

Mais au-delà, ce processus d'augmentation de la disponibilité de l'arsenal entraîne une autre menace d'importance pour la stabilité stratégique. Que, contrairement aux usages, l'administration Biden rende publiques autant d'informations sensibles montre combien les États-Unis surveillent activement tous les aspects du conflit en Ukraine qui leur sont accessibles. Si les services de renseignements américains découvrent que la Russie retire des ogives nucléaires de leurs sites de stockage et en augmente la disponibilité opérationnelle, alors les décideurs américains seront contraints d'autoriser des efforts militaires s'approchant dangereusement du précipice, et ce, sans savoir si la Russie cherche simplement à augmenter la disponibilité de son arsenal ou si elle se prépare réellement à une frappe nucléaire. Dans ce cas, des responsables occidentaux pourraient voir dans la mobilisation russe un motif de frappe préventive contre ses armes nucléaires tactiques. Qu'importe que l'Otan mène l'attaque ou qu'elle transmette des renseignements à l'Ukraine pour en appuyer une, ce ciblage direct des forces nucléaires russes reviendrait à franchir très clairement une ligne rouge et à encourager le recours aux armes nucléaires. Ce qui garantirait précisément la même passe d'armes atomique que les forces attaquantes voulaient éviter au départ...

## **Sur la corde raide**

Malgré sa rhétorique belliqueuse, la réticence de la Russie à utiliser jusqu'à présent des armes nucléaires laisse entendre que le seuil d'utilisation de l'arme nucléaire demeure assez élevé. Les sanctions économiques nuisent considérablement à l'économie russe. L'Ukraine a tué des dizaines de milliers de soldats russes avec le soutien transparent des pays de l'Otan. La Finlande et la Suède ont abandonné leur neutralité et demandent à les rejoindre. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, est toujours au pouvoir et l'Ukraine regagne certains territoires perdus. Et malgré ces revers, la Russie n'a pas encore montré de signes clairs de préparation de ses forces nucléaires à des applications militaires.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 13

Toutefois, la possibilité d'un recours au nucléaire est toujours bien là. Si l'Ukraine et ses soutiens occidentaux n'ont pas encore franchi les seuils entraînant une attaque, élargir toujours plus les objectifs militaires augmente la probabilité qu'ils soient un jour atteints.

Il y a un souci avec l'analyse de la trajectoire future de la guerre : la confiance excessive qu'ont développée des analystes dans la stabilité de la crise et la contrôlabilité de l'escalade. Même si l'Occident et l'Ukraine ne franchissent pas ce qui s'avère être les lignes rouges de la Russie, le simple fait de s'en rapprocher est à même de créer les conditions augmentant la probabilité d'une utilisation accidentelle ou non autorisée de l'arme nucléaire. Et inciter à des frappes préventives contre un arsenal nucléaire russe en pleine mobilisation.

À l'heure où les États-Unis poursuivent le développement de leur stratégie en Ukraine, il faudrait que les décideurs politiques redoublent de prudence face au potentiel d'escalade nucléaire par mégarde. Une recommandation qui n'est pas motivée par la peur de fâcher Poutine, mais plutôt par une volonté de mieux éclairer les calculs coûts-avantages que font les analystes et les décideurs lorsqu'ils envisagent les voies à suivre. Si la probabilité d'un recours au nucléaire peut effectivement demeurer faible, compte tenu des coûts extraordinaires associés à une passe d'armes nucléaire, toujours se concentrer sur la réduction des risques chaque fois que cela est possible pourrait être judicieux.

*\*Giles David Arceneaux est professeur adjoint de sciences politiques à l'université du Colorado, Colorado Springs. \*\*Rachel Tecott est professeur adjoint au département de la recherche stratégique et opérationnelle de l'U.S. Naval War College. Les opinions exprimées dans cet article sont uniquement celles des auteurs et ne reflètent pas la politique ou la position officielle de l'armée américaine ou du gouvernement des États-Unis.*

Article originellement paru en anglais dans *The National Interest*. Traduction par Peggy Sastre, avec l'aimable autorisation des auteurs et de la direction de *The National Interest*.

## ***Des ponts trop loin***

Il y a trois unités de mesure des opérations en cours en Ukraine : la frappe, le raid et l'attaque. La frappe est l'envoi d'un ou plusieurs projectiles représentant quelques centaines de kilos d'explosifs sur un point donné. Le raid est la même chose, mais en employant une petite unité terrestre qui va effectuer elle-même la destruction sur le point donné avant de revenir. L'attaque est la manœuvre d'au maximum un bataillon de manœuvre, soit dans les normes russes et ukrainiennes guère plus de 100 à 200 hommes visant à s'emparer d'un point. On peut mesurer ainsi l'évolution de la forme des combats en fonction des dosages, de la combinaison et de la réussite de ces trois modes d'action.

L'odyssée de l'impasse

Quand on assiste surtout à de nombreuses attaques réussies avec la conquête de nombreux km<sup>2</sup>, on se trouve typiquement dans une « guerre de mouvement », ou plutôt pour garder leur sens aux mots, à une « campagne de mouvement » que l'on peut suivre sur la carte en faisant bouger tous les jours des petits drapeaux. Quand les drapeaux bougent beaucoup moins vite et que l'on commence à





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 14

s'intéresser surtout aux raids et aux nombre de frappes, c'est que l'on a basculé dans une « campagne de position » où l'objectif premier n'est plus la conquête du terrain mais l'affaiblissement de l'autre.

Clausewitz décrivait l'affrontement des États comme le choc de deux trinités. Aux pointes de ces deux triangles, les armées se rencontrent et s'affrontent. Au-dessus d'elles les États décident. En bas et en arrière de part et d'autre, le peuple fournit les ressources nécessaires aux armées selon deux modes : l'« appel au peuple » (Révolution française, nationalisme prussien, etc.), puissant, mais dangereux comme l'ouverture d'une boîte de Pandore, et la « guerre de Prince » qui maintient autant que possible le peuple à l'écart en ne s'appuyant que sur des soldats de métier parfois même étrangers. Le processus normal de la guerre était donc pour lui celui d'un duel des armes dont la conclusion s'impose aux États par un traité de paix où le vainqueur impose ses conditions au vaincu en proportion de l'ampleur de son succès. À l'époque de Clausewitz, le duel trouvait toujours assez rapidement sa conclusion, mais depuis la révolution militaire industrielle et en premier lieu l'augmentation soudaine de la puissance de feu il peut arriver que ce duel s'enraye et que la guerre que tout le monde espérait courte voit surgir une ligne de front bien solide et le ralentissement très rapide des opérations.

En Ukraine, il a fallu à peine plus d'un mois pour atteindre ce stade. Depuis en cinq mois, la puissante armée russe qui faisait si peur a pris seulement trois villes d'au moins 100 000 habitants : Marioupol, Lysychansk et Severodonetsk. L'armée ukrainienne de son côté n'en pu en reprendre d'assaut aucune. En revanche, on a multiplié dans les communiqués le nom de villages, et parfois de parties de villages, attaqués, pris ou repris, le long du Donbass, près de Kharkiv ou sur la ligne de la tête de pont russe au-delà du Dniepr dans la région de Kherson. On se retrouve dans une impasse dont on avait oublié qu'elle était classique.

Pour en sortir, il y a alors deux approches. La première consiste à essayer de sortir de la crise en modifiant le rapport de forces entre les deux armées afin de pouvoir reprendre le duel, cette « campagne de mouvement » beaucoup plus décisive. La seconde est de s'attaquer directement au reste de la nation, afin d'en briser la volonté et les ressources, avec cette particularité pour le conflit actuel est que l'arrière ukrainien s'étend jusqu'au bloc occidental et que c'est ce même bloc occidental qui s'attaque à l'arrière russe, en particulier par le biais des sanctions économiques. Les Russes espèrent que les Occidentaux ne voudront pas avoir froid pour l'Ukraine, et le bloc occidental espère on ne sait trop quoi en fait de sérieux, du renoncement de Vladimir Poutine à poursuivre la guerre à la rébellion de la population en passant par une révolution de palais. On en reparlera.

Revenons au duel, ses frappes, ses raids et ses attaques. Changer le rapport de forces s'effectue de deux manières : la première consiste à multiplier ces actions afin d'affaiblir l'autre, ses unités de combat, mais peut-être surtout son deuxième échelon, réseau de commandement, artillerie, bases, dépôts, etc. La seconde consiste à se renforcer en créant de nouvelles unités et surtout en innovant, c'est-à-dire en opérant une combinaison différente de moyens matériels, de compétences/méthodes, de structures et de façons de voir les choses (culture), les quatre composantes d'une pratique. C'est un processus moins visible que le premier et qui fait donc l'objet de moins d'attention, mais qui est pourtant le plus important.



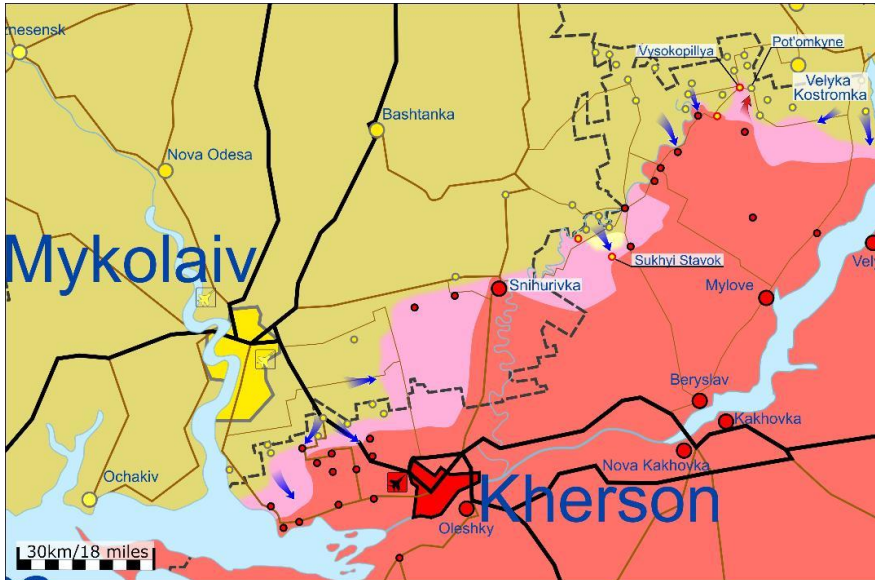
# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15



Dans les faits, et depuis le premier jour de la guerre ce processus est en œuvre des deux côtés, avec une prime du côté ukrainien qui a réalisé un « appel au peuple » qu'il ne faut pas considérer comme un seul appel aux bras, mais aussi aux cerveaux et aux compétences, qui bénéficie du soutien occidental, et qui est surtout beaucoup plus stimulé par l'urgence que l'armée de Prince des Russes. L'évolution connaît ensuite deux phases en fondu enchaîné. La première est celle du bricolage où on s'adapte en fonction des idées et des

moyens sur étagères, souvent de manière un peu anarchique. La seconde, qui se surajoute plutôt qu'elle ne se substitue, est celle de la rationalisation où on forme des liens plus profonds entre les besoins des armées et l'infrastructure arrière de production des moyens, infrastructure qui dans le cas ukrainien va jusqu'au cœur du bloc occidental. On constitue alors une boucle complète depuis les idées du front et la connexion avec l'infrastructure arrière souvent par le biais d'intrapreneurs civilo-militaires, experts militaires ou réservistes civils, qui alimentent un cerveau militaire qui tente de coordonner tout cela en doctrines et ordres afin de modifier la pratique. On peut espérer ainsi sortir de la crise tactique, à la manière de la sortie d'une crise schumpetérienne, mais cela demande beaucoup d'effort et de temps.

Tout ce long préambule pour parler évidemment de la bataille de la tête de pont de Kherson, une bataille qui n'a jamais cessé en réalité depuis le début de la guerre, mais qui prend un tour nouveau et que les Ukrainiens décrivent comme la sortie de crise tactique et le retour des combats où on ne se contente pas de grignoter, mais où on disloque des armées ennemies. C'est sans doute un peu tôt.

## **Pendant ce temps du côté de Kherson**

Rappelons rapidement les données du problème tactique. La zone tenue par les Russes au nord du Dniepr est une poche de 20 à 50 km de large au-delà du fleuve et de 150 km de Kherson à Vysokopillya, la petite ville la plus au nord. En écoutant les informations, on pourrait imaginer que les forces ukrainiennes sont aux abords de Kherson. Il n'en est rien, on se bat ici sur la surface moyenne d'un département français. Quand on annonce triomphalement avoir pris un village, il faut donc imaginer un communiqué de victoire indiquant la prise d'une bourgade dans, par exemple, les Hautes-Pyrénées. Cette zone très plate, assez ouverte et visible depuis le ciel, est maillée par un réseau de petits villages assez dense au sud (un tous les 2/3 km) entre Mykolaev et Kherson et plus ouvert au nord de la rivière Inhulets qui coupe la zone au premier tiers sud et longe le reste. Elle est défendue par un ensemble assez disparate de 22 à 25 groupements tactiques (GT) sous le commandement du 22e corps d'armée et de la 49e armée. En théorie, un GT russe regroupe un bataillon blindé-mécanisé et un groupement d'artillerie très diversifiée, soit au total d'environ 800 hommes.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 16

À ce stade de la guerre, cette structure théorique est loin d'être respectée et elle varie beaucoup d'une unité à l'autre entre les troupes d'assaut par air, très présentes dans la zone, les brigades de l'armée de Terre russe ou les trois régiments de la République séparatiste de Donetsk, mal équipés, mal formés et qui se demandent ce qu'ils font là. Ces groupements s'appuient sur les points d'appui de villages fortifiés reliés par des tranchées en un seul échelon de plusieurs lignes au sud près de Kherson et en deux échelons au centre du dispositif entre les lignes de défense le long de la rivière Inhulets une réserve près du Dniepr au-delà de Nova Kakhovka, le deuxième point d'entrée russe dans la tête de pont après Kherson. Outre les batteries détachées dans les groupements, l'artillerie de la 49e armée est répartie en deux groupements. Le principal, avec les lance-roquettes multiples, est au sud du Dniepr et de Kherson dans le Park Vsohosvoho d'où il est possible de frapper sur la moitié de la zone d'opération. Le second est dans l'échelon de réserve au nord de Nova Kakhovka pour frapper sur toute la partie Nord. Les postes de commandement des grandes unités, et en premier lieu celui de la 49e Armée sont pour la plupart au sud du Dniepr entre Kherson et Nova Kakovka.

Depuis peu, les Russes ont réuni aussi une réserve générale de trois armées entre le Dniepr et Méliopol : la 5e au sud à une cinquantaine de kilomètres de Nova Kakhovka, la 35e à 100 km au nord de Nova Kakhovka jusqu'à la centrale nucléaire d'Enerdohar et la petite 29e armée près de la Crimée également à une centaine de kilomètres. En comptant les quelques éléments de réserve de la 58e armée à Méliopol, à 250 km, les Russes disposent de 27 GT et au moins trois groupements d'artillerie d'armée susceptibles d'intervenir au profit de la tête de pont, sans parler des forces aériennes et des régiments d'hélicoptère de combat.

L'ensemble du dispositif russe est donc considérable, pratiquement le tiers de tout le corps expéditionnaire en Ukraine, ce qui témoigne par ailleurs d'une redistribution des forces en faveur du sud et probablement au détriment du Donbass, ce qui expliquerait peut-être le ralentissement des attaques dans ce secteur.

Face à cela, les Ukrainiens semblent persuadés d'avoir suffisamment fait évoluer leur pratique et élever le niveau de gamme tactique pour pouvoir au moins disloquer en un mois le dispositif russe au nord du fleuve et sans doute reprendre Kherson. Leur atout est la nouvelle artillerie fournie par les Occidentaux, obusiers et lance-roquettes multiples HIMARS et peut-être M-270, très supérieurs en précision et en cadence de tir aux équivalents russes. La majeure partie de cette artillerie de gamme supérieure a été réunie autour de la tête de pont puis on a assisté depuis plusieurs semaines à une multiplication des frappes sur le deuxième échelon russe, et jusqu'en Crimée. Cette campagne de raids et de frappes a incontestablement fait beaucoup de mal à l'artillerie russe et sa logistique, aux forces aériennes aussi durement touchées en Crimée et parfois obligées de s'éloigner de la zone d'action. Les Ukrainiens se sont également efforcés d'isoler les forces russes au nord du Dniepr en rendant aussi peu utilisables que possible les quelques ponts sur le Dniepr.

Après cette phase de modelage, les Ukrainiens ont ensuite lancé le 29 août leur plus grande préparation d'artillerie de la guerre, frappant simultanément les forces russes de deuxième échelon au sud du Dniepr et les unités russes de première ligne en préalable d'une douzaine d'attaques sur toute la largeur du front. Face aux 22-25 GT de la région, les Ukrainiens, commandés depuis Mykolayev,



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 17

ont déployés sept brigades et quatre bataillons de manœuvre de l'armée régulière, sept brigades de l'armée territoriale et de la Garde nationale et quelques milices. Les Forces spéciales ukrainiennes sont également très présentes. Les structures ukrainiennes, qui ne semblent pas avoir beaucoup varié depuis le début de la guerre, sont différentes de celles des Russes. Une brigade de manœuvre doit équivaloir à peu près trois GT russes. Une brigade territoriale est une grosse brigade d'infanterie, légèrement équipée et formée. Elle est plus apte à la tenue du terrain qu'à sa conquête. Les unités de garde nationale et de milices sont également des unités d'infanterie, souvent de qualité encore inférieure. L'ensemble donne malgré tout une légère supériorité numérique aux attaquants, ce qui est la norme des combats modernes très loin des 3 contre 1 jugés indispensables, mais qu'on ne réalise quasiment jamais. Ce sont donc les brigades de manœuvre qui portent les attaques et effectivement plutôt bien. Complètement au sud du dispositif, la 28e brigade mécanisée a pris Pravdine et réalisé une avancée de plusieurs kilomètres, peut-être la plus importante avancée ukrainienne de la guerre, le long de la route T1501 jusqu'à Tomyna Balka à 25 km de Kherson. L'avancée est d'ailleurs telle que l'unité se trouve en flèche et très vulnérable à des contre-attaques. Au centre de la zone d'action, la 36e brigade d'infanterie de marine a pris Sukhyi Stavok et élargi un peu la tête de pont au-delà de l'Inhulets. Au nord aussi, la 60e brigade motorisée a progressé le long du Dniepr à Zolota Bravka et Petrivka, tandis que sur la bordure nord-ouest de la zone la 63e brigade motorisée et peut-être la 5e brigade de chars se sont emparées d'Arkhanhelske et de Novodmytrivka, en faisant fuir le 109e régiment DNR.

Cela faisait longtemps que les forces ukrainiennes n'avaient pas réussi autant d'attaques dans une même journée. Pour autant, cela reste des succès minuscules (Arkhanhelske est un village de 239 habitants) et on est toujours dans du grignotage. Pour un premier jour de grande offensive et après une préparation d'artillerie inédite, c'est en fait assez peu. Rien n'indique, pour l'instant en tout cas, une évolution radicale de la pratique ukrainienne qui permettrait d'espérer une dislocation de la 49e armée, c'est-à-dire le moment où elle n'est plus capable de combattre de manière cohérente. Pour réussir, il aurait fallu au moins une quinzaine d'attaques victorieuses et si possible dans un même secteur afin d'obtenir un ébranlement qui aurait pu déboucher sur autre chose, comme un repli général. Peut-être que les forces ukrainiennes parviendront par la suite à augmenter leur nombre d'attaques réussies tout en maintenant la même pression par leur force de frappe, mais il faudrait pour cela au moins aller au-delà de sept brigades de manœuvre en bon état pour un front de 150 km. Il n'est pas certain qu'ils aient cette ressource. Si les choses continuent comme cela, et en comptant sur une très improbable absence de réaction russe, il faudra des mois aux Ukrainiens pour atteindre le Dniepr et encore plus pour prendre Kherson.

Le premier constat de l'offensive ukrainienne est donc qu'on ne semble pas sorti de la crise et de l'enraiment du duel des armes. La guerre de corsaires, la guerre des coups et des coups d'éclat, a encore des mois devant elle. Il ne sera pas possible apparemment d'éviter une profonde transformation de leurs armées si les deux camps veulent relancer des opérations offensives. Il ne sera pas possible non plus d'éviter aussi une bataille des opinions sur les arrières.

*lavoiedelepee.blogspot.com*





## ***Forces terrestres ukrainiennes : du déclin à la résurgence***

L'habile et féroce résistance opposée par l'armée ukrainienne aux forces russes à compter du 24 février 2022 a surpris, notamment parce que celle-ci avait été largement dominée par ces dernières dans le Donbass huit années auparavant. Retour sur une montée en puissance.

Au printemps 2014, l'armée ukrainienne était anémique. Sous-financée depuis des années, elle ne comptait plus que 14 brigades de manœuvre (deux blindées, sept mécanisées, une mécanisée de montagne et quatre aéroportées) soutenues par quatre brigades d'artillerie ou de missiles. Leur état opérationnel était déplorable et la plupart de ces unités, fragilisées par l'abolition de la conscription l'année précédente, ne parvinrent qu'à grande peine à dépêcher un unique groupe tactique bataillonnaire dans le Donbass. La troupe était peu ou mal entraînée ; seulement sept exercices de niveau bataillonnaire avaient eu lieu en 2013 – et aucun au niveau de la brigade. Au demeurant, l'absence de troupes régulières déboucha sur la levée d'une myriade d'unités locales, dites de défense territoriale, généralement autonomes et à l'efficacité variable.

Ces forces subirent de très lourdes pertes une fois confrontées aux groupes tactiques bataillonnaires russes déployés par Moscou dans le Donbass dès le mois d'août 2014 afin de secourir les séparatistes locaux sur le point d'être submergés. Les Ukrainiens furent notamment pris au dépourvu par l'efficacité du complexe reconnaissance-feu ennemi, l'usage de moyens de guerre électronique et des drones démultipliant l'efficacité des feux de l'artillerie russe. Ils parvinrent pourtant graduellement à prendre la mesure de leur adversaire et à stabiliser une ligne de front, la future LOC, au prix de lourdes pertes cependant puisque l'armée perdit à elle seule 2 636 soldats tués et 8 897 blessés entre 2014 et 2016, ainsi que près de 800 blindés de tous types, y compris plusieurs centaines à la suite de pannes mécaniques (1).

### **Remontée en puissance**

Vivant désormais dans un état de guerre et sous la menace permanente d'une offensive russe de grande ampleur, Kiev s'engagea dans une politique volontariste de remontée en puissance de ses forces à compter de 2014, les dépenses affectées à la défense passant de 1,58 à 4,1 % du PIB entre 2013 et 2020 (2). Dès la fin de l'année 2014, les bataillons de volontaires furent réintégrés dans l'armée et convertis en unités d'infanterie motorisée alors que la conscription était rétablie. Les effectifs de temps de paix des forces armées se stabilisèrent bientôt à 250 000 hommes, dont 46 000 civils, les militaires étant pour 80 % des professionnels, le solde correspondant aux conscrits. Les forces terrestres étaient chapeautées par les commandements opérationnels Nord (Chernihiv), Est (Dnipro), Sud (Odessa) et Ouest (Rvine), qui disposaient tous de leurs moyens propres de commandement, de renseignement et d'appui, ainsi que par un organe affecté à la conduite des opérations dans le Donbass, le Joint forces command (JFC).

L'ordre de bataille s'agrandit considérablement puisque le nombre de brigades de manœuvre d'active passait de 13 à 27, dont deux brigades blindées (1<sup>re</sup> et 17<sup>e</sup>), neuf mécanisées (14<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 28<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup>, 53<sup>e</sup>, 54<sup>e</sup>, 72<sup>e</sup>, 92<sup>e</sup> et 93<sup>e</sup>), quatre d'infanterie motorisée (56<sup>e</sup>, 57<sup>e</sup>, 58<sup>e</sup>, et 59<sup>e</sup>), deux d'infanterie de marine (35<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup>), deux mécanisées de montagne (10<sup>e</sup> et 128<sup>e</sup>), sept aéroportées (25<sup>e</sup>, 45<sup>e</sup>, 46<sup>e</sup>, 79<sup>e</sup>, 80<sup>e</sup>, 81<sup>e</sup> et 95<sup>e</sup>) et une de chasseurs (61<sup>e</sup>).





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 19

Le nombre de brigades d'artillerie de tous types passa dans le même temps à huit (19e, 26e, 27e, 32e de marine, 40e, 43e, 44e et 55e). Un corps de réserve constitué d'unités cadres fut également mis sur pied à partir de 2016. À la fin de 2021, celui-ci comptait trois brigades blindées (3e, 4e et 5e), quatre autres mécanisées (60e, 62e, 63e et 66e) et deux d'artillerie (38e et 45e).

En temps de paix, les brigades d'active alignaient entre 30 et 60 % de leur effectif de temps de guerre, et celles du corps de réserve, 10 % au mieux. Un aspect essentiel de la montée en puissance ukrainienne s'avéra donc être la constitution en 2016 d'une réserve opérationnelle à deux niveaux, et dont une partie des membres effectuaient des cours de rappel une fois tous les deux ans dans leur unité d'origine. En 2020, celles-ci incluaient 220 000 hommes, dont une partie seulement était affectée aux brigades d'active et de réserve et le solde à la défense territoriale ou aux unités de soutien de l'armée.

Kiev remit en effet sur pied une force de défense territoriale maillant le territoire national avec un total de 24 états-majors de brigades (numérotés de 101 à 124) qui devaient à terme contrôler 150 bataillons territoriaux légèrement armés. Le début de l'année 2022 vit une intensification des efforts visant à rendre cette structure effective. Ses missions en temps de guerre devaient consister à sécuriser les arrières du front et les infrastructures critiques tout en menant des actions de guérilla en cas d'occupation ennemie. La planification adoptée en janvier 2022 envisageait un effectif permanent de 10 000 hommes auxquels s'ajouteraient 130 000 territoriaux suivant des entraînements réguliers, mais le processus de montée en puissance de la défense territoriale en était encore à ses débuts au moment de l'invasion russe.

En revanche, l'existence de cette infrastructure, même inachevée, s'avéra des plus précieuses lors de la mobilisation qui s'ensuivit puisque les unités territoriales jouèrent rapidement un rôle crucial aux côtés des unités régulières. Enfin, à cet ordre de bataille s'ajoutaient environ 20 000 soldats professionnels embrigadés dans les formations de combat de la Garde nationale, relevant du ministère de l'Intérieur en temps de paix, mais incluant plusieurs petites brigades aptes aux opérations conventionnelles, à l'image de la 4e brigade de réaction rapide ou encore à celle du 18e régiment à destination spéciale « Azov », toutes deux dotées d'un bataillon de chars et d'un groupe d'artillerie.

## **Évolutions doctrinales**

La structure des brigades de manœuvre resta largement dans la continuité du système soviétique, puis russe, mais toutes virent leur puissance de feu et leurs appuis logistiques renforcés après 2014. L'usage de groupes tactiques bataillonnaires, associant par exemple un bataillon mécanisé à une compagnie de chars avec une dotation supplémentaire en moyens d'artillerie, resta également la norme. Une brigade de chars restait constituée de trois bataillons (31 chars par bataillon) et d'un bataillon mécanisé (une quarantaine de blindés), alors que cette proportion s'inversait pour une brigade mécanisée (3). Particularité ukrainienne, ces unités se virent adjoindre un bataillon d'infanterie motorisé supplémentaire. Les brigades blindées mécanisées ukrainiennes se caractérisaient également par la puissance de leur groupe d'artillerie, proche de celui de leurs homologues russes.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 20

Un tel groupe se composait d'un bataillon (division dans la terminologie locale) de 18 obusiers autopropulsés 2S1 Gvozdika de 122 mm, d'un second avec 18 obusiers autopropulsés 2S3 Akatsiya de 152 mm et d'un troisième de 18 BM- 21 Grad, auxquels s'ajoutaient un bataillon antiaérien doté nominalement de six 2S6 Tunguska et de huit ou douze Strela- 10 (SA-13) ainsi qu'un bataillon antichar doté de 12 canons MT12 Rapira et de neuf systèmes Shturm S.

À l'autre extrémité du spectre se trouvaient les brigades aéroportées et motorisées, disposant d'une unique compagnie de chars et d'un groupe d'artillerie totalisant entre trois et cinq batteries d'obusiers de 122 mm et de BM-21, tandis que les brigades de marine ou de montagne occupaient une position intermédiaire en termes de moyens lourds. Un effort particulier fut consenti afin d'augmenter les dotations en MANPADS et en missiles antichars de l'infanterie motorisée et mécanisée, ainsi que dans la constitution d'unités de snipers, à raison par exemple d'une compagnie par brigade mécanisée, ou encore dans le renforcement de leurs éléments de reconnaissance et leur équipement avec des drones de reconnaissance tactique. À bien des égards, ces dispositions rappellent celles mises en œuvre par les Russes eux-mêmes avec le succès que l'on sait en 2014.

L'une des leçons les plus saillantes des affrontements dans le Donbass fut la nécessité d'octroyer une autonomie bien plus grande aux échelons tactiques inférieurs, ainsi que de prodiguer un meilleur entraînement à la troupe. Le nombre de manœuvres à l'échelon bataillonnaire passa ainsi de 18 en 2014 à 168 en 2017, et celui à l'échelon de la brigade de 0 à 35. Le soutien otanien, qui s'intensifia massivement à partir de 2014, joua un rôle crucial afin de répondre à ce besoin de formation. Un organe de coordination, le Joint multinational training group-Ukraine (JMTG- U) supervisa bientôt le déploiement de centaines d'instructeurs détachés en Ukraine. Ceux-ci entraînent en retour près de 10 000 soldats ukrainiens par an, et surtout, accompagnèrent le processus d'autonomisation des officiers subalternes ainsi que la mise sur pied d'un corps de sous-officiers professionnels, dont l'absence constitue une faiblesse traditionnelle des armées postsoviétiques. Le JMTG- U mit également sur pied le centre d'entraînement au combat de Yavoriv, doté d'infrastructures dernier cri, dont des simulateurs de tirs lasers, et où cinq bataillons ukrainiens se succédèrent chaque année durant 55 jours chacun.

Si les Ukrainiens ne s'avèrent pas toujours aussi désireux d'émuler les pratiques otaniennes que ne l'eussent souhaité leurs instructeurs (4), d'autres officiers otaniens se montrèrent par la suite plus enthousiastes, à l'image du major-général David S. Baldwin, de la Garde nationale de Californie, qui avait été étroitement associée au JMTG- U : « Nous avons toujours pensé que l'Ouest les [l'armée ukrainienne, NDLR] sous-estimait, ainsi que la Garde nationale ukrainienne. Nous savions qu'ils avaient drastiquement accru leur capacité à émuler les modes de prise de décision occidentaux. J'ai été impressionné par leur capacité à relever sur le plan national les défis [...] auxquels ils faisaient face en termes de logistique et de commandement et contrôle (5) ». Au demeurant, la poursuite des hostilités dans le Donbass, même si à des niveaux d'intensité moindres qu'en 2014 et 2015, accentua encore la préparation opérationnelle des unités, puisque l'ensemble de celles-ci se voyaient déployées par rotation sur la LOC, avec pour conséquence de leur donner une expérience qui, si elle était limitée en termes de répertoire tactique, était bien réelle du combat. Les Ukrainiens s'attelèrent également à la constitution de trois lignes défensives successives le long de la LOC.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 21

## **Un réarmement « à prix cassé »**

Les pays de l'OTAN s'avèrent cependant initialement aussi avares en livraisons d'équipements qu'ils avaient été prodigues en instructeurs, et se limitèrent principalement à la fourniture de moyens de communication ou de vision nocturne, de drones tactiques ainsi que d'autres équipements décrits comme « non létaux », de crainte de froisser Moscou – les premières livraisons d'ATGM Javelin n'intervinrent qu'en 2018. Dans le même temps, les budgets ukrainiens restaient bien trop contraints pour acheter des armements conventionnels à l'étranger en quantités significatives, les acquisitions se limitant à de petites séries d'engins de seconde main, totalement insuffisantes pour répondre aux besoins gigantesques induits par la remontée en puissance ambitionnée par Kiev.

Les Ukrainiens purent cependant se tourner vers une industrie de défense nationale, chapeauté par le consortium Ukroboronprom, dont les capacités restaient importantes malgré les vagues de restructuration successives qui suivirent la chute de l'Union soviétique, la perte d'une partie des infrastructures situées dans le Donbass et enfin la cessation brutale des coopérations avec la Russie, et ce alors que cette dernière restait jusqu'en 2014 son principal débouché. Les programmes d'acquisition de nouveaux blindés, comme les BTR-4, ou profondément modernisés, comme les T-64BV ou T-72AMV, s'intensifièrent, débouchant sur la livraison de plusieurs centaines d'exemplaires entre 2015 et 2021, et ce malgré des difficultés endémiques induites par la corruption ou la nécessité de réacquiescer des savoir-faire industriels critiques. L'industrie fournit également de grandes quantités de nouveaux armements antichars (Corsar et Stugna-P) ou encore des obus d'artillerie à guidage laser (Kvitnik). De manière plus discrète, la constellation d'usines et d'ateliers ukrainiens s'attela à remettre en condition une multitude de matériels décommissionnés au cours des décennies précédentes, sans que ceux-ci ne fassent pour autant l'objet d'une coûteuse modernisation. Ce vaste programme s'appliqua à des équipements aussi divers que des chars T-72, des canons antichars MT-12 Rapira systèmes antiaériens Strela-10 ou Osa- ou encore des K en passant par un vaste éventail de pièces d'artillerie ou de lance-roquettes multiples.

## **Conclusion**

La montée en puissance de l'armée ukrainienne intervenue entre 2014 et 2021 fut donc aussi bien qualitative que quantitative et offre un nouvel exemple d'une défaite ouvrant la voie à une profonde remise en question institutionnelle suivie par une implémentation à marche forcée des retours d'expérience tirés de celle-ci. Sur le plan doctrinal, il est intéressant de relever que les Ukrainiens élaborèrent leur propre synthèse en continuant à octroyer une place majeure à l'artillerie, en droite ligne des pratiques soviétiques, comme l'atteste le doublement du nombre de brigades d'artillerie.

D'autres pratiques sont directement issues de paradigmes semblables à ceux de la guerre froide, comme le rétablissement de la conscription, la rénovation du système de réserve, la reconstitution d'unités-cadres ou encore la mise sur pied d'une défense territoriale. À certains égards, les Ukrainiens émülèrent par ailleurs le complexe reconnaissance-feu russe qui leur avait infligé tant de pertes. Les bataillons restèrent également relativement compacts en comparaison avec les pratiques otaniennes, mais les Ukrainiens s'efforcèrent de renforcer tant la puissance de feu que les capacités logistiques à l'échelon de la brigade. En revanche, les expériences de 2014 débouchèrent sur une véritable révolution doctrinale en matière de commandement, avec une autonomisation très accentuée des échelons subalternes et, en corollaire, un accroissement très marqué de la compétence de ces



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 22

derniers – condition indispensable d'une autonomisation réussie – rendu possible par l'intégration des savoir-faire otaniens via le JMTG-U, les manœuvres incessantes et les déploiements réguliers sur la LOC.

Si le soutien otanien s'avéra critique dans ce processus de transformation, l'existence d'une industrie de défense autochtone relativement diversifiée associée à celle de vastes inventaires d'équipements inusités s'avéra indispensable au réarmement ukrainien, car jamais les budgets nationaux (3,02 milliards de dollars en 2018) n'auraient permis de remplacer les pertes en équipement subies en 2014 et 2015 et de doter les unités nouvellement créées s'il avait fallu recourir à des acquisitions à l'étranger – et ce alors que nombre de fournisseurs potentiels se seraient montrés dans tous les cas réticents à livrer des armements offensifs.

La remontée en puissance ukrainienne, entravée par des facteurs structurels comme une corruption restant endémique ou plus simplement par un manque de moyens, demeurerait cependant incomplète au moment où l'invasion russe intervint. Nombre des équipements en parc restaient inférieurs à leurs équivalents russes tandis que certaines capacités ne purent être étendues ou suffisamment modernisées, et ce tout particulièrement pour ce qui concerne les systèmes d'armes les plus sophistiqués. La force aérienne put ainsi compléter ses inventaires en systèmes antiaériens et en avions de combat datant de l'ère soviétique, mais ceux-ci furent à peine modernisés, ou pas du tout, alors que la marine en était aux débuts d'un programme d'expansion capacitaire à l'ambition au demeurant réduite, la priorité ayant été donnée à la reconstitution de forces terrestres aussi puissantes que possible. De la même manière, la mise sur pied de la défense territoriale restait inachevée lorsque la guerre éclata. La refonte doctrinale fut sans doute la plus décisive, puisque la flexibilisation et la décentralisation de l'institution facilitèrent entre autres choses le passage à une techno-guérilla partielle dès les premiers jours de la guerre, avec l'efficacité que l'on sait, alors que les unités mécanisées firent elles aussi rapidement la preuve de leur capacité manœuvrière.

## Notes

(1) *Sur l'impréparation de l'armée en 2014, voir Dmytro Putiata, Andrii Karbivnychyj, et Vasyl Rudyka, « Ukraine Armed Forces on the Eve of the Conflict », mil.in.ua, 12 mars 2020.*

(2) *Banque mondiale, Military Expenditure – Ukraine.*

(3) *Au moins une des brigades mécanisées, la 92e, aligne deux bataillons de chars.*

(4) *Pour une perspective critique de la montée en puissance ukrainienne, voir Glenn Grant, « Seven Years of Deadlock : Why Ukraine's Military Reforms Have Gone Nowhere and How the US Should Respond », The Jamestown Foundation, 16 juillet 2021.*

(5) *Cité dans John Garamone, « Ukrainian-Californian Ties Show Worth of National Guard Program », DoD News, 18 mars 2022.*



## ***Guerre aérienne en Ukraine : le problème de Diagoras***

Dans son livre à succès *Le Cygne Noir, La puissance de l'imprévisible*, l'essayiste et statisticien libano-américain Nassim Nicholas Taleb nous met en garde contre nos biais d'interprétation et de confirmation, qui nous poussent à nous focaliser naturellement sur des segments présélectionnés de ce que nous voyons et à les généraliser à ce que nous ne voyons pas.

Pour illustrer cela, Taleb raconte l'histoire de Diagoras, dit l'Athée, du nom d'un législateur, poète lyrique et sophiste grec du Ve siècle av. J.-C. Lorsque l'on montra à ce dernier des tablettes peintes représentant des dévots qui avaient prié et survécu à un naufrage, Diagoras alla contre la conclusion hâtive qui consistait à dire que c'était la prière qui les avait sauvés. Au contraire, il se demanda où étaient les portraits de ceux qui avaient prié, mais qui étaient morts malgré tout.

À l'heure où la guerre aérienne fait toujours rage en Ukraine et continue de surprendre par son déroulement les experts aériens occidentaux, il est capital de rester sensible au problème de Diagoras : ce que nous voyons ne reflète pas nécessairement ce que nous ne voyons pas.

### **Qu'avons-nous vu ?**

Alors que tous les observateurs s'attendaient à voir les forces aérospatiales russes (VKS) conquérir rapidement la supériorité aérienne dans le ciel ukrainien, les premières semaines de la guerre ont au contraire montré leurs limites capacitaires et opérationnelles. Les premiers éléments de réflexion donnés par Jean-Christophe Noël dans un briefing de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) mettent par exemple en exergue les faiblesses doctrinales russes où l'unité d'action aérienne a été sacrifiée au profit d'un rattachement trop rigide et restrictif aux forces terrestres. Le rédacteur en chef de la revue *Vortex* décrit également les importantes lacunes industrielles, technologiques et logistiques des VKS, qui bénéficiaient par exemple au début du conflit d'un stock insuffisant de munitions de précisions et de missiles air-air modernes. De la même manière, le chercheur britannique Justin Bronk a pointé du doigt dans une étude pour le RUSI l'inaptitude des VKS à réaliser des missions complexes de manière coordonnée, ainsi que leur incapacité à conduire un ciblage dynamique réactif et efficace. L'une des raisons évoquées est notamment un entraînement largement déficient, insuffisant et inadapté à la situation en Ukraine. Le chercheur du RUSI a enfin relevé des défaillances chroniques dans la mission de suppression de défenses adverses, mission pourtant essentielle à la conquête de la supériorité aérienne.

En parallèle, les Forces Aériennes Ukrainiennes (FAU) ont mis en place une stratégie d'interdiction, sans rechercher l'affrontement direct. Les auteurs américains Kelly Grieco et Maximilian K. Bremer y voient à juste titre un parallèle avec le principe de « fleet-in-being » emprunté à la stratégie maritime théorisée par Sir Julian Corbett : la préservation d'un parc d'avions et de drones aura permis aux FAU de contester localement et temporairement la supériorité aérienne aux Russes, soit par le harcèlement soit par l'attrition. Les Ukrainiens se sont appuyés sur trois axes d'effort qui ont démontré leur efficacité. Le premier concerne l'utilisation judicieuse des systèmes sol-air bien intégrés et très mobiles, qui ont imposé l'immense majorité de l'attrition aux VKS. En particulier, les MANPADS (systèmes sol-air très courte portée manœuvrés à l'épaule) ont été très efficaces contre les avions qui ont été contraints à évoluer à basse altitude, par la mauvaise météo et le manque de munitions précises.





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 24

Il en est de même pour les systèmes sol-air S-300 ukrainiens, que l'armée russe aura eu du mal à supprimer pour les raisons précédemment évoquées. En outre, les FAU ont mis en place une tactique de desserrement aérien flexible et résiliente face aux frappes russes, tactique rendue possible par un nombre important de terrains militaires et civils, toujours disponibles dans l'Ouest de l'Ukraine. Il est intéressant de constater que les Ukrainiens ont appliqué ici, mutatis mutandis, le concept américain d'Agile Combat Employment en multipliant les points de déploiement utilisés de manière aléatoire : ils ont ainsi posé un problème de ciblage aux Russes et pu répondre partiellement au défi posé par leurs missiles en tout genre. Enfin, les Ukrainiens ont excellé dans l'utilisation des drones, incarné principalement (mais pas exclusivement) par le drone tactique de fabrication turque Bayraktar TB-2, ces derniers ayant même pu servir de leurres pour « attirer » les avions de chasse russes dans une zone piégée par des MANPADS afin de les abattre. Les petits drones ont également été décisifs pour l'identification et le ciblage d'objectifs militaires.

En synthèse, les VKS ne sont pas parvenues à mettre en œuvre une campagne aérienne efficace et n'ont pas réussi à conquérir la supériorité aérienne dans l'Ouest ni le centre de l'Ukraine, et ce malgré leur supériorité théorique. Alors que la Russie disposait d'environ 300 avions modernes pour la guerre en Ukraine (notamment des Su-30 SM, des Su-34, ou des Su-35), c'est moins le nombre d'avions qui a fait défaut que la capacité à les mettre en œuvre dans une stratégie cohérente, adaptée à l'adversaire et à ses modes d'action. Pour autant, il serait faux de conclure que ce sont les Ukrainiens qui bénéficient de la supériorité aérienne : force est de constater, nonobstant l'attrition subie, que les VKS continuent à agir depuis les airs là où ils le souhaitent, sur la ligne de front comme dans la profondeur. Au demeurant, les VKS ont également appris « sous le feu », l'ennemi étant toujours un bon professeur. Elles sortiront aguerries de ce conflit même si cet aguerissement devrait également achopper sur les capacités industrielles, logistiques et humaines des VKS à recouvrer de l'effort de guerre.

## **Qu'est-ce que nous n'avons pas vu (ou inconsciemment ignoré) ?**

Mis à part le mythe fantasmé autour « du fantôme de Kiev » à des fins de propagande, la guerre aérienne en Ukraine ne s'est pas manifestée par des combats aériens « au-delà de l'horizon » ni par des missions de balayage du ciel, préalable à toute opération interarmées d'envergure en environnement contesté. Côté russe, il est frappant de constater l'absence d'un emploi systématique de l'arme aérienne en amont des opérations terrestres pour acquérir la supériorité aérienne, ce que les Russes ont par exemple chèrement payé lors de l'échec de l'assaut hélicoptère d'Hostomel au tout début du conflit. Cette absence de combats aériens s'explique aussi par la tactique ukrainienne précédemment évoquée : conscients de leur infériorité, les FAU n'ont que rarement recherché l'affrontement direct.

Pour autant, il serait faux de conclure que sous prétexte que nous n'avons pas vu de tels combats dans « le Blue Sky », la contestation de la supériorité aérienne ne passera demain que par les moyens et tactiques observés en Ukraine. Diagoras nous mettrait en garde contre nos biais d'interprétation. En effet, l'absence de combat aérien lors de celle-ci n'est probablement pas le reflet des conflits futurs entre grandes puissances : la Russie comme la Chine alignent plusieurs centaines de chasseurs modernes, bénéficiant de solides capacités air-air, d'une suite complète de capteurs, et de systèmes



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 25

de guerre électronique performants. Les derniers appareils chinois mis en service disposent par exemple de radar à balayage électronique à antenne active et de missiles air-air à très longue portée comme le PL-15, aux performances proches du fleuron européen METEOR en matière de portée. Loin de disparaître, ce type de menace se renforce à la fois quantitativement et qualitativement. Dans un conflit symétrique, une puissance agressive ne transposera pas ainsi nécessairement in extenso le modèle ukrainien et fera également valoir ses atouts. L'aviation de combat aura toujours un rôle à y jouer pour conquérir le ciel, face à un adversaire doté de capacités air-air et disposé à les utiliser.

## **Dès lors, quels primo-enseignements ?**

Avec toutes les précautions visant à rester sensible au problème de Diogenes (mais aussi à se détacher des biais de l'auteur), il est possible de dégager cinq primo-grands enseignements en matière de puissance aérienne, complétant ainsi l'analyse de la guerre en Ukraine publiée en juillet 2022 par le Centre d'études stratégiques aérospatiales de l'armée de l'air et de l'espace (CESA).

(1) La supériorité aérienne ne pourra être que locale et temporaire dans un conflit de haute-intensité. Du moins, elle sera plus coûteuse à obtenir. Cette contestation viendra assurément de l'émergence des postures de déni d'accès et d'interdiction, qui ne sont plus l'apanage des grandes puissances. Ces postures ont une double dimension, permettant d'éviter un affrontement symétrique : défensive d'une part en augmentant « le coût d'entrée des opérations » (grâce aux capacités de défense surface-air) ; offensive d'autre part, avec la prolifération verticale et horizontale des moyens Drones – Roquettes – Artillerie – Missiles (DRAM), menaçant les infrastructures indispensables à la projection de forces. En revanche, la contestation dans le « Blue sky » (avions contre avions) ne risque pas de disparaître dans les conflits futurs, où la maîtrise du ciel demeurera capitale.

(2) En corollaire, la montée en gamme des menaces nécessite de reconsidérer la quantité comme une qualité indispensable au succès des opérations. Dans une guerre d'attrition potentielle, le nombre d'avions « bons de guerre » (c'est-à-dire avec tous ses équipements), de munitions, de systèmes sol-air et d'équipages sera déterminant. En particulier, le nombre de munitions tirées est particulièrement élevé dans un conflit de ce type. Or ces munitions sont bien souvent très chères et les flux de complètement ne sont pas dimensionnés pour suivre leur forte consommation. Cette problématique se retrouve y compris à l'échelle des États-Unis comme l'illustre la déclaration récente du Major Gen. Jason Armagost devant le Mitchell Institute (Director of Strategic Plans, Programs and Requirements, Air Force Global Strike Command), déclaration sonnante comme un avertissement : « We don't want to build an exquisite force that lasts 10 days in combat ».

(3) La multiplication et la diversification des drones et munitions maraudeuses sur le terrain font effectivement apparaître de nouveaux modes d'action possibles, que ce soit pour le renseignement, le ciblage, la contre-batterie, l'appui feu ou encore la mission d'interdiction aérienne. En ce sens, la guerre en Ukraine vient confirmer les enseignements identifiés lors de la guerre de l'automne 2020 dans le Nagorny Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les efforts doivent ainsi être poursuivis pour mieux intégrer les différentes familles de drones dans nos modèles de force, y compris les munitions maraudeuses et les drones tactiques similaires au TB-2. Pour autant, les réels succès engendrés par le TB-2 ne doivent pas être surévalués. Ces engins n'offrent pas une solution miracle dans la mesure



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 26

où ils restent vulnérables face à la menace aérienne et sol-air, comme l'atteste la trentaine de TB-2 détruits depuis le début de la guerre en Ukraine. De la même manière, ces appareils n'ont plus été capables d'évoluer dans le Donbass lorsque la Russie y a durci son dispositif défensif. Enfin, le TB-2 possède des limitations tactiques en matière d'effets produits (portée plus réduite, charge militaire plus faible, armement moins diversifié, etc.). L'aviation de chasse offre toujours un panel de solutions largement supérieur pour traiter par exemple des objectifs plus durcis et/ou plus dans la profondeur.

(4) L'intégration interarmées – a fortiori multi-milieus et multi-champs (M2MC) – est tout autant l'un des facteurs clés de la supériorité opérationnelle dans un environnement hautement contesté qu'elle est difficile à obtenir sur le terrain. Les défaillances russes en la matière démontrent que l'atteinte d'une telle ambition achoppe sur le niveau de complexité inhérent, les cultures d'armées, ou encore les problématiques d'interopérabilité entre branches et services. À l'heure où l'intégration M2MC est au cœur du concept d'emploi de la plupart des armées occidentales, ces dernières doivent apprendre des déconvenues russes sur le terrain ukrainien et poursuivre leur effort vers cette ambition avec pugnacité, mais aussi avec modestie.

(5) La réalisation d'une manœuvre aérienne complexe nécessite de maintenir un haut niveau d'entraînement des forces. Sur ce point, les forces aériennes de l'OTAN semblent avoir un avantage sur leurs adversaires et compétiteurs, du moins pour celles qui sont parvenues à maintenir une activité aérienne suffisante et un bon niveau de préparation opérationnelle. Pour autant, elles ne doivent pas baisser la garde face à un avenir toujours plus exigeant et compétitif. Enfin, l'entraînement doit également évoluer en prenant en compte les contraintes du réel dans le choix des tactiques employées, comme le nombre de munitions, et d'avions « bons de guerre » effectivement mobilisables.

Ces premiers enseignements nous invitent ainsi à mener une réflexion sur l'adaptation de notre modèle de force aérienne devant concilier supériorité qualitative et exigence de masse. Des plateformes moins onéreuses (drones en particulier) devront y trouver la place qu'elles méritent pour épauler le futur chasseur moderne et performant, qui demeurera essentiel en nombre suffisant pour faire face aux missions les plus exigeantes. Un effort est également inévitable en matière de défense sol-air et inversement, de capacités multi-milieus/ multi-champs de suppression des défenses ennemies (SEAD). Quoi qu'il en soit, gardons en tête le problème de Diagoras, pour ne pas se préparer à la guerre observée aujourd'hui, mais bien à celle anticipée demain.

Les propos tenus dans cet article n'engagent pas l'armée de l'air et de l'espace ni le ministère des Armées.

*lerubicon.org*

## ***Guerre en Ukraine : combats, diplomatie, économie... Où en est le conflit, six mois après le début de l'invasion russe ?***

Franceinfo fait le point sur les affrontements en Ukraine, leurs conséquences économiques et les négociations diplomatiques, six mois après le début de l'invasion lancée par Vladimir Poutine.





Article rédigé par - Luc Chagnon - France Télévisions



Publié le 24/08/2022 06:57 Mis à jour le 24/08/2022 11:45

## **Des soldats ukrainiens dans la région de Donetsk (Ukraine), le 18 août 2022.** (ANATOLII STEPANOV / AFP)

Le 24 février éclatait la plus grande crise militaire et humanitaire connue par le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale. Six mois après, le conflit et ses conséquences continuent de se répercuter dans le monde entier, et l'espoir d'une résolution rapide se fait de plus en plus lointain.

Où en sont les affrontements sur le terrain ? Les discussions entre les belligérants ? Les conséquences économiques du conflit pour Kiev, Moscou et le reste du monde ? Franceinfo fait le point.

## **Sur le plan militaire**

Loin de la guerre éclair russe des premiers jours, le front s'est enlisé. Le Pentagone insiste sur le "manque total de progrès des Russes sur le champ de bataille" ces dernières semaines. Aujourd'hui, c'est dans le sud que les principaux affrontements se déroulent : la ligne de front s'étend sur "environ 350 km vers le sud-ouest, depuis les environs de Zaporijjia jusqu'à Kherson, le long du fleuve Dniepr", expliquait le renseignement britannique\* le 6 août.





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 28

Les autorités ukrainiennes laissaient entendre qu'une contre-offensive était en préparation pour reprendre la région de Kherson, mais la Russie a renforcé ses troupes dans les environs. Kiev a adopté depuis une autre stratégie. *"Les forces ukrainiennes frappent les ponts sur le Dniepr, sur lesquels les troupes russes comptent pour leur approvisionnement logistique"*, raconte à franceinfo Isabelle Facon, directrice adjointe de la Fondation pour la recherche stratégique. Une stratégie qui semble faire ses preuves : le commandement russe dans la région a dû quitter la ville de Kherson pour se retirer plus à l'est, selon les autorités ukrainiennes citées par le média indépendant russe Meduza\*.

Kiev applique une stratégie similaire dans la péninsule de Crimée, que Moscou contrôle depuis 2014. Plusieurs explosions y ont récemment détruit des entrepôts d'armes et des voies ferrées, comme le 9 août à Saki. Les autorités russes ont d'abord affirmé qu'il s'agissait d'accidents, avant d'admettre un cas de *"sabotage"* lors de l'explosion d'un dépôt de munitions à Djankoi, le 16 août. Kiev n'a pas revendiqué officiellement ces destructions. Des drones sont aussi régulièrement envoyés sur la péninsule, comme ceux qui ont frappé le quartier général de la flotte russe en mer Noire le 1er et le 20 août.

*"Les attaques sur la Crimée ont un impact d'autant plus fort que l'on pensait la péninsule 'sanctuarisée' du fait du contrôle russe depuis l'annexion."*

*Isabelle Facon, directrice adjointe de la Fondation pour la recherche stratégique à franceinfo*

Un peu plus au nord, dans la région de Zaporijjia, c'est la centrale nucléaire d'Energodar (contrôlée par la Russie) qui concentre les inquiétudes. Kiev et Moscou s'accusent mutuellement de bombarder les environs de la centrale depuis plusieurs semaines. De nombreux dirigeants internationaux s'alarment du risque de catastrophe nucléaire et affirment que la Russie tente de connecter la centrale à son propre réseau électrique. Vladimir Poutine a accepté l'idée d'une inspection de la centrale par des agents de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et des Nations unies, mais les détails de cette visite n'ont pas encore été fixés.

## **Sur le plan diplomatique**

Si la situation semble verrouillée sur le plan militaire, elle l'est encore plus d'un point de vue diplomatique. Ni Kiev ni Moscou ne paraissent prêts à entamer des négociations.

*"Chacune des parties estime qu'elle peut gagner d'une part, que les termes de la négociation seront fixés par la situation sur le terrain d'autre part."*

*Isabelle Facon, directrice adjointe de la Fondation pour la recherche stratégique à franceinfo*

La Russie *"ne voit aucune possibilité pour des contacts diplomatiques"* et assure se préparer à un long conflit, selon l'ambassadeur de Moscou à l'ONU cité par le *Financial Times*\*. Le président ukrainien a réclamé le départ des troupes russes avant toute négociation, et a affirmé que si les autorités séparatistes de Donetsk organisaient bien un *"procès"* contre les soldats ukrainiens faits prisonniers à Marioupol, ce serait une *"ligne au-delà de laquelle toute négociation est impossible"*, rapporte Meduza\*.





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 29

La situation était différente en mars. *"Le président ukrainien avait lui-même évoqué la possibilité d'accepter un statut de neutralité ; la sécurité du pays aurait alors été garantie par plusieurs Etats"*, rappelle Isabelle Facon. Mais les discussions entre les délégations ont été rompues en juin, chaque camp accusant l'autre d'entraver le processus. L'accord permettant la reprise des exportations de céréales ukrainiennes par la mer a pu représenter un espoir d'entente, mais les deux pays insistent sur le fait qu'ils n'ont pas signé le même document, chacun ayant en fait négocié séparément avec la Turquie et l'ONU. *"Aujourd'hui, les chances que ces négociations avancent semblent bien faibles"*, selon la chercheuse.

## **Sur le plan économique**

**La Russie sur une pente glissante.** Moscou déjoue pour le moment les pronostics les plus pessimistes. Selon les chiffres préliminaires de Rosstat\*, le PIB russe aurait baissé de 4% entre le deuxième trimestre 2021 et 2022. La Bank of Russia\* ne prévoit plus qu'une récession de 4 à 6% sur l'année, un recul conséquent, mais loin des 8 à 10% envisagés par la banque centrale en avril. Le FMI a, lui aussi, tempéré ses craintes, et anticipe depuis juillet\* un recul annuel du PIB de 6%, contre 8,5% en avril. L'inflation devrait atteindre 12 à 15% sur l'année selon la Bank of Russia\*, une hausse là encore inférieure aux précédentes prévisions.

Mais les sanctions occidentales sont conçues pour peser à long terme. Une étude\* de l'université de Yale, publiée le 20 juillet, affirme que *"les fuites d'entreprises et les sanctions paralysent l'économie russe de manière catastrophique"*. La Russie ne peut plus importer de nombreux produits et composants, notamment technologiques, ce qui entraîne *"la disparition progressive de la capacité d'innovation domestique et de production russe"*. Son exclusion des grands marchés financiers internationaux n'arrange rien. La réduction progressive des achats de pétrole et de gaz russe par l'Union européenne va encore aggraver les pertes de Moscou. Le FMI a aggravé ses prévisions pour 2023\*, avec une chute du PIB russe de 3,5% sur l'année.

**L'Ukraine au bord du gouffre.** La situation de l'Ukraine est bien plus dramatique. L'inflation atteint 22% sur les 12 derniers mois selon la banque centrale ukrainienne\*, le PIB ukrainien a déjà fondu de 15,1% entre le 1er trimestre 2021 et 2022, et il pourrait s'effondrer de 35 à 40% sur l'année 2022, averti la ministre de l'Economie\* le 19 août.

Contrairement à Moscou, Kiev n'a pas d'hydrocarbures pour compenser ses pertes : elle exporte principalement des céréales (que Moscou empêchait de faire passer par la mer jusqu'en juin) et des produits métallurgiques (dont Moscou a détruit les principales usines à Marioupol). La banque centrale ukrainienne doit faire tourner la planche à billets pour financer le déficit budgétaire massif lié à la guerre et a déjà brûlé plus du quart de ses réserves de devises étrangères\* depuis février.

Kiev a obtenu de l'aide : ses créanciers lui ont accordé une pause dans le remboursement de ses obligations internationales jusqu'en 2024\*. Elle s'est aussi vue promettre environ 32 milliards d'euros d'aide budgétaire de la part de 41 donateurs internationaux, selon le Kiel Institute for the World Economy\* au 3 août.



Mais seuls 12 milliards avaient effectivement été versés à cette date, alors que la seule reconstruction des infrastructures détruites pourrait coûter près de 200 milliards de dollars, selon la Kyiv School of Economics\*.

## ***Sur le plan des matières premières***

Les marchés des hydrocarbures connaissent des évolutions contrastées. Le prix du pétrole a baissé de 24% depuis son pic de mars : le prix du baril de Brent se situait à 96,48 dollars le 22 août\* – toujours 22% au-dessus de son niveau du 3 janvier. Mais les spécialistes expliquent cette réduction récente par la baisse de la demande globale en pétrole et par la peur d'une récession.

La hausse du prix du gaz n'a en revanche presque pas connu de pause : le prix du contrat à terme du TTF néerlandais a atteint un nouveau record, à 257,40 euros le mégawatt/heure, en clôture de séance le 19 août. L'annonce d'une nouvelle fermeture temporaire du gazoduc Nord Stream prévue pour le 31 août a relancé les craintes des marchés, déjà inquiets des risques de pénuries de gaz en Europe pour l'hiver à venir.

Les prix des céréales ont de leur côté commencé à baisser, avec la reprise progressive des exportations ukrainiennes. L'indice des prix alimentaires de la FAO a baissé de près de 9% en juillet, mais il se situe toujours à 13,1% au-dessus de son niveau de juillet 2021. Près de 690 000 tonnes de céréales ont quitté l'Ukraine au 21 août, d'après l'ONU\*, mais cela représente tout juste 11% de ce que le pays exportait chaque mois avant la guerre, selon Reuters\*.

## ***La boum***

L'arme nucléaire est à nouveau à la mode. Vladimir Poutine, ses ministres et quelques présentateurs de télévision énervés adorent rappeler toutes les deux semaines que la Russie de cette arme et qu'elle est capable de foudroyer n'importe quel pays, notamment occidental. Ils n'expliquent jamais en revanche pourquoi ils l'utiliseraient, sauf de temps en temps en rappelant que ce ne serait que pour se préserver d'une menace existentielle. Comme nous donc, retour à la case départ. Le premier qui emploie une arme atomique contre une autre puissance nucléaire s'en prendra immédiatement une en retour et cette perspective refroidit les ardeurs depuis soixante-dix ans. Mieux, cela suffit aussi à faire en sorte que l'on évite à tout prix de s'affronter de manière conventionnelle, au moins de manière large et visible, de peur de monter très vite « vers le bouton » (qui n'est d'ailleurs pas un bouton). L'arme nucléaire est donc en réalité utilisée tous les jours, mais pour dissuader de s'en servir.

Pour se faire peur, on a quand même trouvé un scénario d'emploi possible en expliquant que les Russes utiliseraient peut-être une arme nucléaire « tactique » en Ukraine afin d'« escalader pour désescalader », autrement dit ils frapperaient atomiquement afin d'intimider tout le monde et d'imposer la paix à l'Ukraine façon Japon 1945. Cela mérite une anecdote de boomer, non pas en référence au baby-boom mais au boum atomique qui était alors dans tous les esprits à une certaine époque.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 31

Nous sommes en 1983. Cette année-là les Soviétiques, persuadés que les États-Unis sont à deux doigts de déclencher une guerre contre eux, abattent l'avion de ligne Korean Air Flight 007 au large du Japon, confondu avec un avion de surveillance. Quelques semaines plus tard, ils mettent en alerte toutes leurs forces à l'occasion de l'exercice de l'OTAN Able Archer perçu comme le prélude à une offensive. C'est l'année où, malgré les protestations des partisans conscients ou non de Moscou, les Américains commencent aussi à déployer en Europe des missiles Pershing II afin de contrer la menace des SS-20 soviétiques. L'« horloge de la fin du monde » de l'université de Chicago qui mesure depuis 1947 l'avancée vers le minuit d'une guerre nucléaire indique alors 23 h 56.

Cette année est aussi celle où à la fin du mois de mai les Américains organisent un grand exercice de simulation stratégique baptisé Proud Prophet. Ce jeu de guerre est sans doute le plus important jamais réalisé car il implique les plus hautes autorités politiques et militaires américaines face à une Red Team composée des meilleurs connaisseurs civils et militaires de l'Union soviétique. Son but est de déterminer la meilleure stratégie possible face à tous les scénarios possibles d'affrontements. L'existence de cet exercice ne sera révélée qu'en 2012 et une bonne partie de son déroulement est encore classifié.

Ce qui nous intéresse ici, c'est qu'on y a testé plusieurs emplois possibles de l'arme nucléaire. En 1983, on ne parle déjà plus d'arme nucléaire tactique. On y a cru pendant vingt ans à partir du milieu des années 1950 avant de comprendre que l'emploi de milliers de têtes nucléaires sur le sol et le ciel d'un théâtre d'opérations pouvaient poser quelques problèmes pratiques et surtout stratégiques. On a cessé d'en fabriquer et on les a mis un peu en retrait. En France, on a rebaptisé « préstratégiques » des missiles Pluton qui la veille encore étaient « tactiques ». De toute façon, à partir du moment où c'est le chef politique des armées qui décide de l'emploi d'une arme - et c'est le cas partout - celle-ci est forcément stratégique et seulement stratégique. Les Soviétiques suivent alors la même logique et même si les textes disent longtemps le contraire, ils font comme tout le monde : ils n'emploieront l'arme nucléaire, quelle que soit la puissance de l'arme, que dans les « grandes occasions ». Même lors des affrontements avec la Chine à la fin des années 1960, ils sont très tentés (et la Chine s'en souvient) mais n'emploient pas finalement d'armes nucléaires. C'est encore le cas, alors qu'ils sont en difficulté en Afghanistan ou même en Afrique dans les années 1980. L'étiquette atomique a pour effet Midas de transformer celui qui l'utilise en premier en paria et personne ne veut subir cette opprobre internationale, d'autant plus que l'on peut obtenir les mêmes effets sur le terrain avec des armes conventionnelles modernes qu'avec des munitions atomiques de faible puissance.

Plus de champ de bataille atomique donc, mais un emploi purement stratégique de l'arme nucléaire. Mais comment faire alors pour arrêter les Soviétiques que l'on croit alors très supérieurs dans le domaine militaire conventionnel, dans une attaque contre l'Europe occidentale.

Et c'est là que l'on teste dans Proud Prophet le concept d'escalade nucléaire afin de désescalader. Alors que l'on recule sur le terrain et que l'on s'approche du Rhin, une frappe nucléaire limitée montrera la détermination de son camp à aller plus loin et figera probablement les Soviétiques. Ce n'est pas très éloigné de l'idée française de frappe « préstratégique » évoquée plus haut, consistant à provoquer une vingtaine d'explosions type Hiroshima en Allemagne pour montrer que l'on est badass et prêt à aller jusqu'au suicide mutuel.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 32

On notera que les Allemands étaient modérément enthousiastes devant tous ces concepts. Mais le problème majeur révélé par Proud Prophet est que cela ne calmait pas du tout les joueurs soviétiques mais au contraire leur faisait peur et les incitait à escalader tout de suite. Absolument toutes les simulations où on a testé ce concept ont abouti à un échange généralisé de coups et une apocalypse nucléaire, un peu comme dans le film WarGames sorti la même année. Cet exercice a donc tué le concept et n'a pas été pour rien, semble-t-il, dans l'acceptation de Ronald Reagan de négocier le retrait mutuel des armes nucléaires à faible portée (ex-tactiques) ou à portée intermédiaire d'Europe, première étape de la fin de la guerre froide.

Tout cela pour dire, vous l'aurez compris, que je ne crois pas une seule seconde à l'emploi autrement que déclaratoire de l'arme nucléaire dans le cadre de ce conflit russo-ukrainien et dans cette confrontation russo-occidentale. À l'exception de l'exemple du Japon en 1945, dont il faut d'ailleurs sans doute relativiser l'impact stratégique, l'arme nucléaire n'a servi que comme arme de communication explicite ou implicite et il est bon que cela continue ainsi.

*lavoiedelepee.blogspot.com*

## ***La Turquie et la guerre en Ukraine, ou le retour à une politique du grand écart***

Après la réconciliation avec la Russie à l'été 2016, qui s'est concrétisée par la construction du TurkStream et l'achat de systèmes anti-aériens russes S-400, mais aussi la pression sur l'Union européenne (UE) au sujet des réfugiés syriens, les rivalités autour des ressources gazières en Méditerranée orientale et les pénétrations dans les espaces aérien et maritime grecs en mer Egée, doublées d'une rhétorique particulièrement agressive à l'encontre de la Grèce, Recep Tayyip Erdoğan a vu dans la guerre en Ukraine l'occasion de « revoir sa copie » dans la perspective des élections législatives et présidentielles prévues dans un an. Il est inconcevable pour l'actuel président d'être évincé du pouvoir en 2023, année du centenaire de la République turque.

C'est dans ce contexte sensible pour le président turc que ce dernier s'est présenté comme un médiateur dans le conflit en Ukraine. Il s'agit pour lui de capitaliser sur cette guerre. Il semblerait que la Turquie renoue avec sa politique diplomatique d'équilibriste abandonnée en 2012 avec la crise syrienne. Replacer la Turquie sur l'échiquier régional voire au-delà, en misant à la fois sur un effort de médiation et le maintien de la politique du bras de fer, et afficher son ambition d'être reconnue comme une puissance pivot au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont deux éléments indissociables de l'agenda politique actuel d'Ankara. L'opposition d'Erdoğan aux candidatures de la Suède et de la Finlande à l'Otan, qui n'a pas manqué d'irriter ses partenaires de l'alliance, a constitué un moyen supplémentaire de faire pression et d'obtenir un certain nombre de concessions servant ses intérêts au nom de la sécurité de son pays.

La guerre en Ukraine : variable d'ajustement de la politique étrangère turque Doit-on voir dans la guerre en Ukraine une opportunité pour la Turquie de montrer combien elle est indispensable ? On peut sans grand risque répondre par l'affirmative.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 33

Ces dernières années, les relations entre la Turquie et ses alliés occidentaux, particulièrement agitées et tendues, la prise de distance avec l'UE et, en même temps, le rapprochement avec la Russie, la Chine et l'Iran ont surtout révélé une volonté farouche de la Turquie de s'émanciper et de promouvoir ses ambitions.

Il est important de rappeler que des évolutions géostratégiques sont à l'œuvre au Moyen-Orient depuis que les Etats-Unis ont annoncé leur « désengagement » – dans le sens d'un retrait par rapport aux crises et conflits qui déchirent cette région. Pour la Turquie, cela constitue une opportunité de s'affirmer comme une puissance moyenne. Après avoir poursuivi la politique étrangère établie par Ahmet Davutoğlu, fixant un double objectif – l'adhésion à l'UE et la politique du « zéro problème » avec les voisins –, Ankara a dû changer son fusil d'épaule. La crise syrienne a non seulement mis à mal sa politique du « zéro problème » mais elle a aussi fait ressurgir la question kurde, l'une des grandes obsessions de la Turquie. En effet, l'ascension de l'YPD (créé par le PKK) dans le Rojava a été immédiatement perçue comme une menace par les autorités turques. Les printemps arabes, vus par Ankara comme une occasion inespérée de soutenir très ouvertement les Frères musulmans, ont en définitive contribué à fragiliser un peu plus la position de la Turquie sur la scène régionale – l'Egypte, les Emirats arabes unis (EAU) et la monarchie saoudienne, considérant la Confrérie comme une organisation terroriste, voient d'un très mauvais œil tout soutien aux islamistes fréristes.

L'interventionnisme particulièrement marqué de la politique étrangère turque ces dernières années, que ce soit en Syrie, en Libye ou dans le Caucase (conflit du Haut-Karabakh), a eu pour effet de l'isoler encore plus : la « Türkiye » a suscité beaucoup d'inquiétudes, voire d'exaspération chez ses voisins, tout en apparaissant comme une alliée de moins en moins fiable auprès de ses partenaires occidentaux. Dans ce contexte, la guerre en Ukraine a constitué pour elle, du moins dans les premières semaines, une carte lui permettant de se réaffirmer comme membre de l'Otan après des années de divergences assez vives.

La situation en Ukraine permet à la Turquie de renouer avec sa politique étrangère d'équilibrisme, l'amenant à multiplier et diversifier ses partenaires. Ankara, en menant une politique des plus pragmatiques, cherche avant tout à garantir ses intérêts : condamner l'invasion de l'Ukraine, rappeler ainsi son engagement au sein de l'Otan et, plus largement, auprès des Occidentaux, et garantir par là même ses relations avec Kiev – tout en protégeant son partenariat économique et énergétique avec Moscou. Le président Erdoğan, jouant sur ses bonnes relations avec la Russie et l'Ukraine, deux partenaires essentiels pour lui, s'est imposé au début de l'invasion de l'Ukraine comme un intermédiaire naturel, au grand dam d'Israël, de la France et de l'Allemagne. C'est dans ce contexte que la Turquie a tout mis en œuvre pour accueillir les deux premiers rounds de négociations entre Kiev et Moscou le 10 mars à Antalya et le 29 mars à Istanbul. Même si ces négociations n'ont abouti à rien de concret, le fait qu'elles se soient tenues en Turquie fut déjà en soi une petite victoire pour Erdoğan en le remettant sous le feu des projecteurs. L'accord signé le 22 juillet à Istanbul permettant d'exporter les céréales ukrainiennes et russes via la mer Noire va dans ce sens.





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 34

Alors qu'il y a encore peu de temps, certains membres de l'Otan envisageaient l'exclusion de la Turquie, celle-ci, dès le mois de mars, a été vue comme une pièce maîtresse dans les pourparlers à venir concernant la guerre en Ukraine. L'annonce faite le 28 février sur l'interdiction de l'accès aux détroits du Bosphore et des Dardanelles à tout navire militaire a été saluée par Washington. Cela n'a pourtant pas empêché le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Çavuşoğlu, d'affirmer dès le lendemain que les oligarques russes pouvaient continuer à faire des affaires en Turquie. De même, Ankara a refusé de se joindre aux sanctions imposées par les Occidentaux et de fermer son espace aérien à la Russie.

## **Ménager la Russie et l'Ukraine, deux partenaires essentiels pour l'économie turque**

Depuis le début du conflit, Ankara continue à mettre tout en œuvre pour garantir des relations aussi bonnes que possible avec les deux parties. La mer Noire demeure un enjeu essentiel pour la Turquie et si d'aventure Poutine s'emparait d'Odessa, et ainsi de tout le littoral ukrainien, il va sans dire que cela réveillerait de vieilles rivalités remontant au 17<sup>ème</sup> siècle – entre Russes et Ottomans. La guerre en Ukraine non seulement modifie fondamentalement la géopolitique et l'équilibre des puissances dans la région de la mer Noire, mais elle fait aussi de la Turquie, à ce stade du conflit, l'un des principaux centres diplomatiques.

Les rapports entre la Russie et la Turquie ont toujours été à géométrie variable, la crise du Soukhoï abattu en 2015 est là pour le rappeler. La tentative de putsch contre le président turc en juillet 2016 a fait prendre un nouveau virage aux relations assez chaotiques entre V. Poutine et R.T. Erdoğan et mis un terme à la crise diplomatique. Même si dès lors les relations se sont quelque peu apaisées, cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas de divergences entre les deux acteurs, qui s'opposent sur plusieurs dossiers régionaux, en particulier la Libye et Idlib en Syrie. Quant à Kiev, Ankara lui fournit ses drones Bayraktar TB2 et a appelé à de maintes reprises au respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis l'annexion de la Crimée.

Le conflit en Ukraine pourrait fragiliser encore plus une économie turque en difficultés depuis déjà 2018-2019. Et si la Turquie cherche à tirer son épingle du jeu à travers cette guerre, c'est avant tout pour faire face à la crise monétaire et financière qu'elle traverse, une nécessité à la veille des élections législatives et présidentielles prévues en 2023. Plus la guerre en Ukraine durera, plus la situation économique sera difficilement supportable pour Ankara. Il est vital pour la Turquie de rester attractive aux yeux de ses partenaires et éventuels futurs investisseurs du fait de l'inflation galopante qui s'est amplifiée ces dernières semaines, et qui aurait atteint, officiellement, 73,5 % en mai dernier (mais qui en réalité dépasserait les 150 %).

Or, la Turquie a des intérêts économiques essentiels autant avec Moscou qu'avec Kiev. Se poser en « puissance émissaire » lui permet d'éviter de faire des choix trop tranchés et de se mettre à dos l'une ou l'autre. La Russie et l'Ukraine sont des atouts majeurs pour les entreprises turques du BTP, mais également pour les secteurs touristique, agricole et de l'énergie. L'activité de la construction risque d'être fortement impactée (en 2021, les hommes d'affaires turcs avaient remporté pas moins de trente contrats avec la Russie pour un montant de 11 milliards de dollars). Concernant l'Ukraine, les projets – en cours mais suspendus – menés par les entrepreneurs turcs s'élevaient, avant la guerre, à environ



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 35

3 milliards de dollars. Pour le secteur touristique, la Russie représentait à elle seule 19 % des visiteurs étrangers en Turquie en 2021 (avec plus de 4,7 millions de visiteurs), l'Ukraine formant le troisième groupe en termes de fréquentation (8,3 % avec 2,1 millions de visiteurs) derrière l'Allemagne (3,1 millions de touristes, soit 12,5 %). En un jour, dès le lendemain de l'invasion russe, les réservations, tant russes qu'ukrainiennes (sans évidemment oublier les autres nationalités), ont chuté de 70 %.

Avec l'Ukraine, les liens dans le domaine agricole sont forts : pour 2020-2021, même si la Russie représentait la plus grosse part des importations turques de blé, avec 78 % de ses besoins, l'Ukraine couvrait 9 % du blé importé en Turquie contre 13 % en provenance d'autres pays. Par ailleurs, ce pays reste incontournable pour l'huile de tournesol : la Turquie en consomme près de 900 000 tonnes par an alors qu'elle n'en produit qu'entre 400 000 et 450 000 tonnes. Les coopérations dans le domaine de l'armement ne sont pas négligeables.

Le ministre de l'Energie et des Ressources naturelles, Fathi Dönmez, a déclaré au quotidien Hürriyet le 23 février 2022 que la Russie s'engageait à respecter ses obligations au niveau des contrats de gaz naturel, ce qui a été effectivement le cas. Celle-ci demeure une source majeure d'approvisionnement en gaz de la Turquie : en 2015, les importations de gaz russe s'élevaient à 48,43 Gm<sup>3</sup> (soit 55,3 % des importations turques), après avoir enregistré une baisse entre 2016 et 2020 (quand la part du gaz russe représentait 48,13 Gm<sup>3</sup>, environ 33,6 %). En 2021, les importations de gaz russe atteignaient 58,70 Gm<sup>3</sup> (44,9 %). Il est essentiel pour le pays de sécuriser ses approvisionnements. La Méditerranée orientale est un espoir pour une Turquie très dépendante du gaz russe, et à ce titre Israël est une option à ne pas écarter, même si pour le moment, la visite du président israélien, Isaac Herzog, en mars dernier à Ankara en vue de renouer avec son homologue turc n'a pas débouché sur un accord.

Avec la crise économique et un recul de sa popularité, Erdoğan s'est vu contraint d'opérer un virage. C'est dans ce cadre que la guerre en Ukraine permet, pour le moment, à Ankara d'amorcer un rapprochement avec Washington, l'UE et l'Otan, ce qui ne signifie pas pour autant un retour total dans le giron occidental, de nombreux points de divergence perdurant.

Face à l'Otan, une politique de l'entre-deux Malgré les menaces de Washington, le rapprochement Ankara-Moscou Perçue comme l'enfant terrible de l'Otan, la Turquie a cherché à mobiliser le dossier ukrainien de sorte de radoucir les relations avec Washington et les autres membres de l'organisation nord-atlantique, quelque peu tumultueuses ces dernières années, en particulier depuis la signature en septembre 2017 d'un contrat avec la Russie prévoyant la fourniture de quatre batteries de S-400 pour un montant de 2,2 milliards d'euros (soit 2,5 milliard de dollars) . L'accord était alors perçu comme une menace pour les Etats-Unis, d'autant que la Turquie est la deuxième armée de l'Otan. Cet achat était une réponse de celle -ci au peu de réactions des alliés traditionnels après la tentative de putsch de juillet 2016, aux appels de certains dirigeants au respect de l'état de droit face aux répressions et purges menées suite à ce coup d'Etat raté , et aussi et surtout au soutien apporté aux Kurdes de Syrie par les Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre l'Etat islamique.

Malgré les mises en garde répétées de Washington adressées à Ankara, la livraison des missiles S-400 commença le 12 juillet 2019, selon une déclaration du ministre turc de la Défense.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 36

Après l'achat par Ankara de ces systèmes, les Etats-Unis ont exclu la Turquie du programme de développement et d'achat de l'avion de combat F-35. En vendant ses S-400 à la Turquie, Vladimir Poutine avait clairement la « garantie » que Washington suspendrait la vente des avions F-35, privant l'Otan de ces appareils essentiels pour la sécurité en mer Noire. Washington imposa aussi des sanctions ciblant la direction des industries de défense turques. En dépit des sanctions américaines, Erdoğan annonça être prêt à se porter acquéreur d'un deuxième lot de missiles de défense anti-aérienne russes en septembre 2021.

Il est cependant nécessaire de rappeler que les crispations avec les Etats-Unis sont bien plus anciennes. Le 1er mars 2003, le Parlement turc avait rejeté la demande de Washington de passer par la Turquie pour projeter ses forces en Irak. La discorde monta d'un cran quand l'armée américaine intercepta en juillet de la même année des membres des forces spéciales turques à Süleymaniye au nord de l'Irak, soupçonnés d'avoir tenté d'assassiner le gouverneur kurde de Mossoul. Quant au soutien de Washington aux combattants kurdes de l'YPD, dans la lutte contre l'Etat islamique, il fut perçu comme une menace aux yeux d'Ankara et donc contraire aux principes fondamentaux de l'Otan, qui doit assurer la sécurité de ses membres.

**La guerre en Ukraine** : une occasion d'adresser des signes positifs aux alliés de l'Otan Dès le début du conflit en Ukraine, Ankara a semblé prendre une orientation plus atlantiste sans pour autant contrarier la Russie. Cette guerre est pour la Turquie l'opportunité de montrer à ses alliés occidentaux qu'elle est toujours un partenaire fiable. Dans ce cadre, elle est consciente qu'elle représente un atout stratégique pour ces mêmes alliés dans la sécurité en mer Noire.

Le 17 mars, l'administration Biden a déclaré que la vente des F-16 à la Turquie était dans l'intérêt des Etats-Unis et de l'Otan, répondant à la demande formulée par Ankara de s'équiper de ces avions de combat et de faire l'acquisition de 80 kits de modernisation pour sa flotte déjà en service. Tout avait été suspendu avec l'affaire des S-400. Le dernier signe de rapprochement est le lancement, début avril, d'un mécanisme stratégique entre la Turquie et les Etats-Unis pour renforcer les liens bilatéraux. Il semble clair que l'Otan souhaite garder la Turquie à ses côtés, tout comme la Turquie a conscience, malgré tout, qu'elle ne sera pas en mesure de trouver un autre partenaire capable de garantir sa sécurité même si, encore une fois, le soutien américain aux Kurdes a été vécu comme une menace et une « trahison ». Ce retour au dialogue avec Washington ne va du reste pas l'empêcher de continuer à semer le trouble au sein de l'organisation.

Souffler le chaud et le froid autour des candidatures de la Suède et de la Finlande à l'Otan L'invasion russe de l'Ukraine a eu pour effet de pousser la République de Finlande et le Royaume de Suède, jusqu'alors neutres et très attachés à ce statut, à annoncer le 15 mai 2022 leur intention de rejoindre l'Alliance atlantique. La réaction de la Turquie ne se fit pas attendre, le président Erdoğan affirmant dès le 16 mai au soir qu'il n'était pas question pour lui d'accepter les deux candidatures. Cette déclaration n'empêchera pas les deux Etats de déposer simultanément, le 18 mai, leur lettre officielle de demande d'adhésion en tant que membres de plein droit de l'Otan.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 37

La menace de la Turquie de poser son veto est révélatrice de plusieurs choses. D'une part, Ankara cherche à maintenir une position ambivalente entre la Russie et l'Otan. Cette opposition est aussi une façon pour Ankara d'obtenir gain de cause sur des dossiers stratégiques pour elle. Il s'agit dans un premier temps de faire pression pour que Washington accède enfin aux demandes de livraison et de modernisation de ses avions de combat F-16 et lève son veto concernant l'achat des F-35. Par ailleurs, Ankara considère la Suède et la Finlande comme des « repaires pour les organisations terroristes » que sont à ses yeux le PKK et l'YPG. Mevlut Cavuşoğlu, le chef de la diplomatie turque, a exigé de Stockholm et d'Helsinki qu'ils mettent un terme à tout soutien à ces mouvements tout en leur réclamant la levée de l'embargo sur les ventes d'armes imposé après l'opération « Source de paix » conduite en octobre 2019 par la Turquie contre les Kurdes en Syrie. Recep Tayyip Erdoğan entend aussi obtenir de la Suède une réponse positive aux demandes d'extradition émises par Ankara à l'encontre de membres du PKK résidant dans le royaume.

Ces gesticulations d'Erdoğan sont, de surcroît, une manière pour lui de montrer aux Turcs qu'il reste l'homme de la situation et le seul capable de veiller à la sécurité du pays.

## **Conclusion**

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les semaines et mois à venir seront déterminants pour l'image de la Turquie, qui, on peut s'en douter, ne pourra à elle seule régler la crise. Le fait qu'elle se soit posée comme médiatrice, bien que pour le moment les négociations soient au point mort, vise avant tout à redorer son image à l'international mais également auprès de son électorat. De fait, les élections présidentielles et législatives prévues en juin 2023 pèsent de tout leur poids dans cette posture, alors qu'Erdoğan et son parti, l'AKP, sont fragilisés par une économie en crise. A cela s'ajoute le fait que la Turquie souhaite plus que tout que ses partenaires de l'Otan reconnaissent « enfin » ses préoccupations sécuritaires liées au PKK et à l'YPG – elle a d'ailleurs cherché à infléchir les positions de la Suède et de la Finlande à ce sujet.

Ankara a fait monter les enchères, tout en étant parfaitement consciente qu'il était périlleux d'imposer son veto à l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Otan. Cependant, malgré les scénarios les plus pessimistes mettant en doute l'adhésion de la Suède et de la Finlande dans un délai assez court, et après plus d'un mois de pourparlers entre Ankara, Stockholm et Helsinki, un protocole d'accord a été signé le 28 juin à Madrid. L'Alliance atlantique a pu ainsi afficher une certaine unité face à Moscou. D'une part, cet accord prend en compte les préoccupations turques sur le dossier kurde et les exportations d'armes ; d'autre part, Erdoğan a obtenu des deux pays candidats un engagement à ne pas soutenir le mouvement de Fethullah Gülen, qu'il accuse d'être à l'origine de la tentative de coup d'Etat en juillet 2016.

Mais sur la durée, jouer les équilibristes peut se révéler risqué pour Erdoğan comme pour la Turquie, d'autant plus que même si celle-ci tente de renouer avec un certain nombre de pays du Moyen-Orient, pour le moment les résultats ne sont pas encore à la hauteur de sa diplomatie particulièrement active ces dernières semaines. Les tensions avec la Grèce fragilisent un équilibre déjà très précaire, mais, là aussi, n'oublions pas que les discours très belliqueux confortant un nationalisme ambiant répondent à l'agenda électoral turc de 2023.



## ***Marioupol : sur les routes de l'enfer***

Le conflit russo-ukrainien fait et fera sans aucun doute l'objet de nombreuses analyses ou commentaires notamment dans le combat en zone urbaine et la propagande. Marioupol est dans tous les cas une bataille instructive sous de multiples aspects. Cette ville assiégée, la première sur le continent européen depuis Sarajevo (1992-1995), apporte plusieurs axes de réflexion : destruction totale de la ville, résistance héroïque sinon glorieuse des soldats ukrainiens dans l'usine d'Azovstal obéissant aux ordres du chef politique y compris par une mort au combat acceptée, destin tragique d'une partie des combattants ayant le statut de prisonniers de guerre lors de la destruction du centre de détention d'Olenivka pour n'en citer que quelques-uns.

Réalisé par Liseron Boudoul (TF1) et son fixeur Charles d'Anjou, celui-ci rencontré sur un plateau de LCI, l'ouvrage « Marioupol, sur les routes de l'enfer : Ukraine, printemps 2022 » complète ces réflexions par un témoignage du côté russe, utile pour préciser ou relativiser les affirmations ukrainiennes, souvent propagandistes, ou simplement pour transmettre la perception russe, celle des Ukrainiens rencontrés dans cette région peu couverte par les médias occidentaux.

NB 31 juillet. A la fin de ce billet mais « découvert » après sa rédaction, un court article du New York Times du 27 juillet qui décrit le siège d'Azovstal.

Marioupol, une défaite ukrainienne glorieuse Marioupol, port maritime ukrainien dont s'est emparée l'armée russe après l'avoir détruite, est inscrite aujourd'hui dans nos mémoires. Bataille perdue glorieusement par les soldats ukrainiens, car une défaite peut susciter l'admiration et le respect pour les combattants défaits, elle a été largement commentée pendant des heures sur les plateaux avec certes des approximations compréhensibles en raison du peu d'informations disponibles, sinon d'une fiabilité aléatoire.

### **La guerre dans la ville**

Après Alep en Syrie, le siège des villes a fait son retour. Le combat en localité a montré toute sa complexité. Ainsi, le bouclage presque hermétique de Marioupol a empêché les renforts en hommes mais aussi toute tentative de désencerclement malgré quelques tentatives limitées et sans succès. En effet, le défenseur est en position de force surtout face à une composante blindée ne disposant qu'insuffisamment de fantassins, la dimension la plus visible des morts au combat avec les « tankistes ». Prendre une ville aujourd'hui est sans doute presque impossible sans des forces entraînées et nombreuses, avec des méthodes et des moyens adaptés et nouveaux.

Alors que 55% de la population mondiale est urbanisée, la question de la conquête d'une ville se pose donc lors d'un conflit. Faut-il encore conquérir les villes pour obtenir une victoire, un avantage militaire ? Or, une armée conventionnelle répugne à se battre dans un espace ouvert qui la rend vulnérable alors que la ville offre des abris aux défenseurs, élevant les pertes de l'assaillant et donc le coût de sa victoire. De fait, le combat en zone urbaine sera encore plus fréquent demain qu'aujourd'hui alors que les populations y sont nombreuses, posant alors la problématique suivante : pour préserver les villes et les populations qui y vivent, les armées devraient s'affronter hors des villes à défaut d'obtenir l'interdiction réelle des guerres, solutions bien peu crédibles.





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 39

## **Héroïsme et sens du sacrifice**

Les forces ukrainiennes parfaitement retranchées dans les différents bâtiments de Marioupol et dans les deux grandes usines de la ville, approvisionnées en alimentation et en munitions par anticipation, ont tenu aussi longtemps qu'elles ont pu en fonction des ordres reçus. Le sacrifice ultime des combattants a été prôné par le pouvoir politique pour finalement accepter que les soldats se rendent. Ceux-ci ont montré une obéissance sans faille. Leur héroïsme a rappelé l'exemplarité attendue du soldat dans l'accomplissement de la mission reçue. Ce comportement digne d'éloges envoie aussi à nos sociétés un message fort sur l'engagement.

## **Le fait humanitaire dans la guerre**

L'occident est sensible à cette dimension de la guerre ce qui l'a conduit à aider les populations, de fait « otages » mêlées aux combattants mais aussi de ces derniers, isolant cette dimension de la réalité de la guerre. Dans le passé, cette sensibilité occidentale a fait durer bien des sièges oubliant qu'une bataille a pour objet d'être gagnée et que malheureusement, la population civile en est victime. A Marioupol, le refus russe de laisser entrer des convois humanitaires avec des vivres rappelle que, dans la guerre, la protection des civils n'est pas la mission première des combattants. Au nom d'une aide humanitaire, les pressions ont été fortes pour approvisionner aussi les civils mêlés aux combattants dans l'usine d'Azovstal, autre action pour susciter l'émotion internationale sans oublier les interventions des épouses des combattants encerclés.

Conventions de Genève, prisonniers de guerre et sens de l'honneur Malgré les risques encourus face aux exactions potentielles des forces russes, les combattants de Marioupol se sont rendus sur ordre. Les opinions publiques ont redécouvert alors l'expression « prisonniers de guerre », bien loin des termes « otages », « victimes » bien souvent utilisés pour les soldats dans nos démocraties qui ont oublié la réalité de la guerre. Lors de plusieurs plateaux à l'époque, j'ai rappelé l'existence de ce code d'honneur dans la guerre : les honneurs militaires peuvent être rendus par le vainqueur à une troupe qui s'est battue avec courage et jusqu'à l'extrême limite de ses forces.

Cet honneur existe mais l'oublier peut conduire aux pires exactions de part et d'autre. Les Russes auraient dû avoir ce « sens de l'honneur », certes que d'aucun pourrait voir comme suranné. Et pourtant ! Or, ce qui s'apparente à l'assassinat des prisonniers de guerre ukrainiens ce 29 juillet, sans oublier les mauvais traitements qu'ils auraient subis, a déshonoré l'armée russe au moins par la non-application des conventions de Genève qui imposent à l'Etat détenant des prisonniers de guerre de les protéger et de les traiter correctement. Que pourront attendre les soldats russes des soldats ukrainiens s'ils sont faits prisonniers demain ?

« Marioupol : sur les routes de l'enfer » Les perceptions russes et des Ukrainiens dans cette zone de combat ont été reflétées par l'ouvrage de Liseron Boudoul et Charles d'Anjou paru aux Editions de l'observatoire (189 pages). Ces témoignages rares d'une équipe expérimentée en zone de guerre expriment leurs doutes, leurs questionnements à travers ces carnets de route transmettant ce qu'ils ont vu ou entendu.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 40

Quelques points ont néanmoins attiré mon attention. Le premier a été la mise au ban de cette équipe par les autorités ukrainiennes qui, pourtant, se revendiquent des valeurs démocratiques. Liseron Boudoul (Cf. Son interview sur Sud-Radio) est avertie par sa rédaction au deuxième jour de sa présence qu'un de ses reportages n'a pas plu aux autorités ukrainiennes. Elle est désormais interdite de territoire ukrainien comme d'autres personnes et sera arrêtée si elle se rend en Ukraine, considérée comme « ennemi de la Nation » (page 57).

Autre point qui m'a beaucoup plus interpellé a été cette photo d'un container ukrainien à sous-munitions (page 97). Sur le plateau de LCI, nous avons eu à commenter ces sous-munitions russes dispersées en zone civile ukrainienne dont l'usage était attribué « avec vigueur » par les représentantes de la communauté ukrainienne en France aux seules forces russes. Or, ni les Russes ni les Ukrainiens (ni les Américains) n'ont signé la convention d'Oslo (2008) les interdisant alors que Liseron Boudoul sur place témoigne du carnage sur les personnes civiles touchées par l'usage d'une telle arme par les forces ukrainiennes (pages 106 à 109).

Cette équipe constate aussi des faits de pillage tout comme la brutalité au sein des forces russes, la souffrance des populations, pas uniquement pro-ukrainiennes. C'est aussi cette visite de Liseron Boudoul au théâtre de Marioupol. Certes le théâtre est détruit sans que des traces de sang n'apparaissent (page 159) sans exclure la réalité des morts. Leur nombre supposé a été exploité pour susciter l'émotion internationale dans le cadre de la communication stratégique ukrainienne.

Enfin et pour conclure, afin de comprendre le conflit ukrainien, loin de toute propagande, je peux recommander cet ouvrage de Pierre Lorrain, lui aussi rencontré lors d'un plateau, « L'Ukraine, une histoire entre deux destins ». Paru en 2019, mis à jour en 2021, cet ouvrage de 686 pages explique cette histoire compliquée de ce territoire disputé depuis plus de 1000 ans.

NB : En complément de ce billet mais « découvert » après sa rédaction, cet article du New York Times du 27 juillet qui décrit le siège d'Azovstal :

*The battle at Mariupol's Azovstal Iron and Steel Works, where Ukrainian defenders held out for 80 days against a relentless Russian assault, has already become a legendary event akin to Ukraine's version of the Alamo, my colleague Michael Schwirtz writes.*

*Through dozens of interviews with defenders and civilians who were at Azovstal, including soldiers who were captured and later released by Russia, Michael was able to give a full account of the apocalyptic siege and the struggle for survival.*

*On Feb. 24, at the start of Russia's invasion, the director of Azovstal and its board made a decision that would shape the battle for eastern Ukraine: They turned the plant into a refuge for employees and their families. The plant's 36 bomb shelters, some more than 20 feet underground, had enough food for weeks.*

*Ukrainian soldiers also arrived at Azovstal, which they saw as the perfect place to make a last stand, surrounded on three sides by water and ringed by high walls. But Azovstal also became a trap. The*



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 41

*presence of civilians hampered the soldiers' ability to defend themselves. The presence of Ukrainian fighters meant the civilians had to endure a vicious siege as food and clean water ran out.*

*On March 21, two helicopters carrying Ukrainian Special Forces fighters, crates of Stinger and Javelin missiles and a satellite internet system made a daring descent into the Azovstal complex. It was the first of seven missions in "Operation Air Corridor" to bring weapons in and wounded soldiers out.*

*The Starlink internet system, made by SpaceX, changed the battle. Soldiers were able to post videos online, allowing the world to peer inside Azovstal. Most everyone on those missions understood that the defenders would ultimately lose. But the weapons would allow the soldiers to frustrate the Russian forces for a few more crucial weeks.*

*By late April, the civilians inside Azovstal were starving, with adults allowed only a single meal a day. The 14 children got two meals per day, if they were lucky. "One woman was so weak that she was always stumbling, losing her balance, nearly fainting," recalled Natalya Babeush, who worked as a boiler operator at the plant before seeking refuge in one of the shelters.*

*Night and day, Russian ships and artillery units pounded the factory, while Russian jets fired rockets and bunker-busting munitions that began to degrade the bomb shelters.*

*On April 30, Russian forces agreed to allow civilians to leave the bomb shelters. For the soldiers, there was no reprieve. Even before the last civilians had left, the shelling resumed and continued intensely for about two weeks.*

*On May 17, Ukraine's commanders in Kyiv had made a difficult choice. To spare the lives of the remaining fighters, they ordered the defenders of Azovstal to surrender. "There was a little disappointment," Sergeant Sergei Medyanyk said, "but deep in my soul, there was a joy that we would remain alive."*

*Others were less enthusiastic. "We would have fought to the end," said a man named Ruslan, who gave only his first name. An unknown number of people remain entombed in the ruins of Azovstal.*

*theatrum-belli.com*

## **EXCLUSIF. Avec les derniers soldats français au Mali**

**« Le Point » a assisté au départ des militaires français de la base de Gao. Néanmoins, si la France part, c'est aussi pour mieux rester au Sahel.**



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 42



## **Vigilant. Un parachutiste garde l'entrée est du camp de Gao, le 13 août, à l'aube.**

*De notre envoyé spécial, Luc De Barochez*

*Publié le 17/08/2022 à 13h00 - Modifié le 17/08/2022 à 14h01*

**Sur la place d'armes du camp de Gao, les plaques à la mémoire des 59 militaires morts pour la France depuis 2013 au Sahel ont été descellées et embarquées.**

Les allées de terre ocre creusées de nids-de-poule sont désertes. Le silence règne depuis que les générateurs électriques ont été débranchés, coupant la climatisation pour les derniers militaires français encore présents. On croise quelques chats faméliques ainsi que des lézards de bonne taille, des

agames à tête orange et corps bleu, qui profitent du soleil brûlant entre les averses. Trois grandes dalles de béton rappellent qu'une chapelle, une mosquée et un temple avaient été installés là par l'aumônerie militaire. L'immense dépôt de munitions, toujours puissamment fortifié mais vide de tout contenu, fait penser à un décor de cinéma.

Quelques heures avant le grand départ des militaires français du Mali, l'état-major français a autorisé *Le Point* à venir observer le désengagement. Nous avons pu constater que l'essentiel des installations du camp avait été démonté et évacué consciencieusement par l'armée.

Il ne restait plus alors que quelque 300 militaires du groupement tactique Monclar. Issus de troupes de marine parachutistes et de la Légion étrangère, ils étaient chargés de sécuriser jusqu'à la dernière minute l'immense camp et ses environs. Le groupe de djihadistes à moto qui a agressé un détachement de légionnaires sur l'axe routier reliant Gao au Niger, le samedi 13 août à la hauteur d'Ansongo, l'a appris à ses dépens.

**Vide sécuritaire.** Dans l'échange de tirs qui suit, deux islamistes sont tués ; les légionnaires n'ont aucune perte à déplorer. Jusqu'à l'ultime moment, l'armée française a poursuivi avec la même détermination la lutte contre les groupes terroristes armés, conformément au mandat confié par le président François Hollande lors du lancement, en janvier 2013, de l'opération Serval, qui deviendra Barkhane avec son extension aux pays voisins en 2014.

Le retrait du dernier détachement encore présent au Mali, lundi 15 août, marque une étape capitale dans la plus longue guerre que la France a menée depuis longtemps : déjà neuf ans et demi, presque deux de plus que la guerre d'Algérie.





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 43



**Colonne. Les derniers véhicules blindés s'engagent sur la route nationale 17. Direction : la base aérienne française de Niamey, au Niger.**

À un an d'écart jour pour jour, le contraste n'aurait pas pu être plus fort entre le sauve-qui-peut américain en Afghanistan et le désengagement des forces de Barkhane « *en bon ordre et en sécurité* », selon la formule répétée à l'envi par les communicants de l'armée. D'un côté, des civils désespérés qui tentent de s'accrocher au train d'atterrissage des avions américains qui décollent de Kaboul ; de l'autre, des soldats français qui plient leurs effets dans le calme avant d'embarquer dans le dernier convoi d'évacuation et qui ne laissent rien sur place qui soit susceptible d'armer un jour des mains hostiles. L'échéance fixée le 17 février par le président Emmanuel Macron - une évacuation en six mois - a été respectée, avec deux jours d'avance sur le calendrier. Mais, au Mali comme en Afghanistan, le résultat n'est pas très différent : ce sont les militaires occidentaux qui s'en vont et les islamistes qui restent. En Afghanistan, les talibans ont consolidé leur pouvoir depuis que Kaboul est tombé entre leurs mains. Au Mali, il est évident aux yeux de tous les acteurs que le départ de l'armée française crée un vide sécuritaire hautement dangereux. Nombreux sont ceux qui redoutent que les djihadistes, enhardis, en profitent pour redoubler leurs coups. Le 22 juillet, une attaque audacieuse revendiquée par un groupe proche d'Al-Qaïda a visé la base de Kati, la plus importante des forces maliennes, aux portes de Bamako. L'attentat a sonné comme un avertissement, même s'il n'a causé qu'un décès : les islamistes n'hésitent plus à viser le cœur du pouvoir. Puis, le 7 août, au moins 42 militaires maliens ont été massacrés dans une attaque perpétrée par l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS) à Tessit, dans la région frontalière proche du Burkina et du Niger.

« **La page est tournée.** » « *Il est clair que les Maliens vont souffrir* », déplore un officier français avec une pointe d'amertume. L'évacuation de Gao, verrou stratégique entre les parties sud et nord du Mali, au bord du fleuve Niger, était le point final du repli du dispositif français. Depuis octobre 2021, Paris a fermé successivement les postes avancés de Kidal, Tessalit, Tombouctou, Gossi et Ménaka. À Gao, la boulangerie de campagne qui fournissait du pain frais chaque matin a plié bagage le 14 juillet déjà. Les cuisiniers et leurs équipements ont été rapatriés.

Depuis un mois, les militaires n'avaient plus que les rations individuelles de combat pour s'alimenter. Le 12 août au soir, le dernier convoi logistique a emporté sous le couvert de la nuit les derniers groupes électrogènes, l'antenne chirurgicale et plusieurs tonnes de matériel. Les quelque 150 véhicules, comprenant des camions civils affrétés auprès du groupe Bolloré, des engins militaires et une solide escorte armée, s'étiraient sur une vingtaine de kilomètres sur la route nationale 17. Direction : la base aérienne française de Niamey, au Niger, à 390 kilomètres au sud.





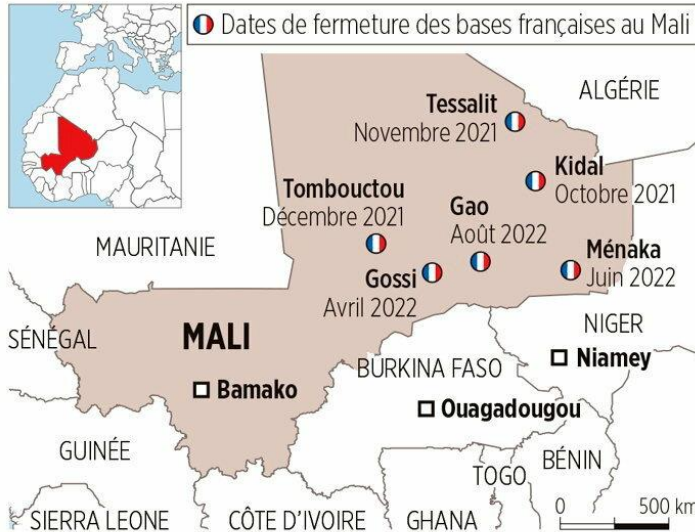
# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 44



« *Mission accomplie !* » se félicite, cinquante heures plus tard, le capitaine Fabien, chef du convoi, lorsqu'il descend de son vieux véhicule de l'avant blindé (VAB) à l'arrivée à Niamey. Sur la route, de nombreux arrêts ont été nécessaires pour réparer des pannes de camions civils, procéder aux formalités de passage de la frontière, attendre encore une fois que la nuit tombe avant d'entrer dans la capitale nigérienne, afin de déranger le moins possible la vie des habitants. La satisfaction se lit sur le visage du capitaine, qui avait déjà participé à l'installation du premier contingent à Gao lorsque les djihadistes furent chassés de

l'aéroport par les troupes de Serval le 25 janvier 2013. « *Tous les camions sont arrivés à bon port, les personnels sont fatigués mais contents d'avoir bien travaillé, confie-t-il. La page est tournée.* » Au total plus de 5 000 conteneurs et des milliers de véhicules ont été évacués ces six derniers mois de ce qui fut la plus grande base de l'armée de terre française. Elle abritait dans ses 7 kilomètres de pourtour plus de 3 000 militaires au moment du pic de l'activité, en 2019-2020. Évacuer un tel camp équivaut à déménager une petite ville. L'essentiel est stocké provisoirement à Niamey en attendant un départ dans les semaines qui viennent par les ports de Cotonou (Bénin) ou d'Abidjan (Côte d'Ivoire), en direction de la France ou vers d'autres théâtres d'opérations

.Le défi logistique, considérable, a été surmonté sans douleur. « *Depuis que je suis arrivé il y a quatre mois et demi, je n'ai pas eu d'incident. Nous pouvons être fiers de la façon dont ça s'est réalisé.* » L'œil perçant derrière le sourcil broussailleux, le colonel Yves Gastine, dernier commandant du camp de Gao, a mené l'état des lieux final avec l'armée malienne le 10 août. « *Nous avons réussi à désengager la force, à évacuer une grande partie du matériel, à en distribuer une autre partie (réfrigérateurs, lits, meubles...) aux associations locales et à laisser un camp utile aux forces armées maliennes* », commente-t-il. De fait, l'armée n'a pas fait table rase à Gao.

**Deux armées en froid.** Les installations dont les militaires maliens ont hérité comportent encore toutes les fortifications, de multiples abris bétonnés pour se protéger des roquettes et des mortiers, des sanitaires et des puits en état de fonctionnement, des citernes, un circuit électrique intact, quelques dizaines de bungalows... L'armée malienne est en mesure de s'y installer sans délai. « *On ne part pas comme des voleurs, souligne un officier. On rend tout propre et en état de marche.* » Fait inhabituel, cependant, aucune cérémonie n'a marqué le transfert. C'est une fois que les derniers militaires de Barkhane ont évacué le camp, après minuit, qu'ils ont fait savoir à leurs homologues maliens, dont la base jouxte la leur le long de la piste de l'aéroport, que les lieux étaient vides. Les deux armées sont en froid, ce que déplorent des officiers français qui rappellent que, pendant des années, elles ont combattu côte à côte les groupes djihadistes. « *C'est triste d'en arriver là et de se dire qu'avec eux les contacts avaient toujours été cordiaux, confie un officier supérieur. Nous avons pourtant un ennemi commun, les groupes terroristes armés.* »



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 45

Si la France a pris la décision politique de partir, c'est parce qu'elle n'avait plus vraiment le choix. La junte militaire dirigée par le colonel Assimi Goïta, qui a pris le pouvoir à la faveur de deux coups d'État successifs en 2020 puis 2021, a trouvé dans l'armée française un bouc émissaire commode pour porter tous les malheurs du Mali. L'homme fort du pays ne cesse d'exciter l'hostilité de la population. Parce que les forces françaises n'ont pas voulu s'immiscer dans les conflits internes au Mali, elles ont été accusées par Bamako de faire le jeu des séparatistes touaregs du nord du pays. Surtout, la junte a fait le choix de se rapprocher de Moscou et de passer un pacte l'an dernier avec la société paramilitaire russe Wagner, ce qui était inacceptable pour Paris. Ces mercenaires déjà déployés par Moscou en Syrie, en Libye ou en Centrafrique - et plus récemment en Ukraine - sont non seulement sans foi ni loi, mais obéissent en outre à une logique mercantile dans laquelle l'armée ne peut pas se reconnaître.



**Bain de foule. François Hollande, le 2 février 2013, à Tombouctou. Le soir même, il déclare : « Je viens sans doute de vivre la journée la plus importante de ma vie politique. »**

## **Chronologie des opérations au Mali**

2012 Les djihadistes s'emparent du nord du Mali et menacent de poursuivre leur offensive vers le sud. Bamako demande l'aide de la France.

11 janvier 2013 - Déclenchement de l'opération Serval. En moins de trois semaines, l'armée française reprend Gao

et Tombouctou.

2 février 2013 Visite triomphale de François Hollande au Mali.

2014 - Serval est remplacée par l'opération Barkhane, dont la mission est de lutter contre le terrorisme dans tout le Sahel et qui comptera jusqu'à 5 500 hommes.

2015-2021 - Recrudescence des attentats dans le pays et montée en puissance des djihadistes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique.

2020-2021 - Arrivée au pouvoir d'une junte hostile à la France. Les premiers miliciens russes liés à Wagner arrivent.

17 février 2022 - Emmanuel Macron annonce que l'armée française va se retirer du Mali.

15 août 2022 - Le dernier soldat français quitte le territoire. La France ne compte plus que 2 500 militaires au Sahel.

La France, a expliqué Emmanuel Macron, ne peut pas rester engagée militairement aux côtés d'autorités « dont elle ne partage ni la stratégie ni les objectifs cachés ».



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 46

Le gouvernement malien paie Wagner quelque 10 millions de dollars par mois pour un contingent d'environ un millier de paramilitaires auquel on impute déjà de multiples exactions. Les mercenaires n'ont aucun intérêt à œuvrer à la fin du conflit, au contraire, puisqu'ils en tirent profit. Leur seul but est de protéger le régime qui les paie et de s'enrichir, y compris en pillant les ressources minières locales. *« Ces derniers mois, nos patrouilles croisaient les gens de Wagner régulièrement, indique un gradé dans le camp de Gao. Il n'y avait pas d'agressivité de leur part, plutôt une volonté de rechercher le contact pour se donner de l'importance, mais on ne leur parlait pas. Il n'y a jamais eu d'échanges ni de contact physique, uniquement un rapport visuel. »*

Arrivées fin 2021, les milices Wagner sont accusées d'avoir été impliquées, avec des éléments de l'armée malienne, dans un massacre de 33 civils près de la frontière mauritanienne, début mars 2022. Et dans une autre tuerie d'au moins 200 personnes fin mars à Moura (centre), localité connue pour être un bastion du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), la filiale locale d'Al-Qaïda. La liste déjà très fournie des massacres de la guerre du Mali ne cesse de s'allonger.

**Mise en scène.** Pour nuire aux intérêts français, Wagner s'est même livré à une sordide mise en scène en avril en diffusant une vidéo censée montrer un « charnier » qui aurait été laissé derrière elle par la force Barkhane après son départ du poste avancé de Gossi. Les mercenaires ignoraient qu'un discret drone Reaper de l'armée française les avait filmés en train d'enterrer les corps dans le sable, ce qui a permis à l'état-major de dénoncer la manipulation visant à discréditer l'action française. L'incident montre bien l'importance de la « guerre informationnelle » menée par les intérêts russes pour influencer l'opinion publique malienne. Instruite par l'exemple, l'armée a pris ses précautions en évacuant Gao : des militaires ont filmé et photographié sous tous les angles les lieux tels que laissés à l'armée malienne, pour éviter d'être soupçonnés un jour d'avoir transmis des installations dégradées ou sabotées. *« La guerre de l'information, on ne la mesurait pas il y a encore deux ans, observe un officier de Barkhane. Aujourd'hui, elle est devenue un élément central. »*

Entre Maliens et Français, la confiance n'existe plus. C'est pourtant les autorités maliennes de l'époque qui avaient appelé à leur secours les forces françaises en 2013, devant l'avancée des djihadistes. L'accord conclu avec Bamako, jusqu'à ce qu'il soit dénoncé en mai 2022 par la partie malienne, octroyait à la France une totale liberté de circulation et d'action dans le pays, dans le cadre de la lutte antiterroriste. Depuis lors, l'armée française a pu mettre à son actif d'importants succès tactiques. Plus de 2 000 djihadistes ont été mis hors de combat, souvent à l'aide de drones, de chasseurs-bombardiers Mirage 2000 ou d'hélicoptères. Les plus notables furent le chef de l'EIGS, Adnane Abou Walid al-Sahraoui, tué le 17 août 2021, et le chef local d'Al-Qaïda, Abdelmalek Droukdel, tué le 3 juin 2020. Mais cette liberté d'action avait son revers : Barkhane a été perçue comme une force ne respectant pas la souveraineté des États. Les conflits asymétriques ne sont généralement pas favorables aux armées conventionnelles et la guerre du Mali n'a pas fait exception. Le plus grand succès de l'armée française a été enregistré dès son entrée sur le théâtre, en 2013, lorsqu'elle a repoussé les djihadistes qui menaçaient de déferler vers le sud et empêché Bamako de tomber entre leurs mains. Mais l'accompagnement politique n'a pas été à la hauteur. L'accord d'Alger signé en 2015 et censé engager une réconciliation entre le sud et le nord du pays n'a pas tenu ses promesses ; l'État malien est resté un État fragile à la gouvernance dysfonctionnelle ; l'Algérie n'a pas manifesté d'intérêt à contribuer à





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 47

un succès qui serait attribué à l'armée française ; la guerre en Libye a facilité toute une série de trafics dont les groupes terroristes ont profité. **Dans la nuit.** Le 12 août, des VAB (véhicules de l'avant blindé) se préparent avant d'escorter le dernier convoi logistique, qui emporte les groupes électrogènes.



Les mois qui viennent diront si ce que la France a construit au Sahel l'a été sur du sable. Paris a cherché ces dernières années à prendre la tête d'une coalition européenne et internationale au Sahel, un peu comme les États-Unis l'avaient fait avec l'Otan en Afghanistan. Mais, de même que tous les alliés qui ne l'avaient pas encore fait ont quitté Kaboul en même temps que les Américains, de même les États européens qui s'étaient engagés aux côtés de Paris au Sahel sont aujourd'hui en train de se replier. La force Takuba,

qui agrégeait des forces spéciales de pays de l'Union européenne et du Royaume-Uni, a cessé ses activités au début de l'été. La mission européenne de formation, qui a entraîné plus de 15 000 soldats maliens, a suspendu son action, elle aussi pour dénoncer le pacte conclu par Bamako avec Wagner. Le G5 Sahel, une force conjointe africaine dont Paris avait encouragé la création entre le Mali, le Niger, le Tchad, la Mauritanie et le Burkina, a éclaté depuis que Bamako en a claqué la porte au mois de mai. Et la force de Casques bleus de l'ONU au Mali, la Minusma, a un avenir très incertain devant elle. Tout le dispositif sécuritaire qui s'était peu à peu construit autour de Barkhane est compromis. Corollaire, la prétention de la France au leadership sur la défense européenne essuie un revers.

**Partenariats au cas par cas.** Néanmoins, si la France part du Mali, c'est aussi pour mieux rester au Sahel. L'armée française est encore présente au Tchad, au Niger, au Burkina notamment. Mais la présence se fera désormais à bas bruit, de façon plus humble. Certaines leçons du Mali ont été tirées. L'idée d'un grand plan sahélien est remise. On parle désormais de partenariats bilatéraux, au cas par cas, avec les pays de la région. Et plus question de se comporter en conquérants. Comme l'explique un haut gradé français sur la base aérienne projetée de Niamey, au Niger, où se trouvent notamment des Mirage 2000 et des drones Reaper, « *au Mali, on faisait un peu ce qu'on voulait. On ne veut pas reproduire ce schéma. Ici à Niamey, on ne fait rien sans que nos camarades nigériens nous l'aient demandé* ». Un changement d'état d'esprit qui conduira, peut-être, à ce que les 59 militaires français qui ont perdu la vie au Sahel dans la lutte antidjihadiste ne soient pas morts pour rien. C'est tout l'enjeu de la réarticulation en cours du dispositif français au sud du Sahara.

## ***Défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest***

Le contexte international est marqué par une double dynamique : le retour de la force comme mode « normal » de règlement des différends et l'érosion ou l'affaiblissement du droit international, l'un produisant invariablement des effets sur l'autre.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 48

S'agissant du retour de la force et dans le bas du spectre de la conflictualité, les enseignements des engagements contemporains mettent en évidence une augmentation de la contestation du monopole de la violence des États par une multitude d'acteurs. Cette augmentation résulte, entre autres, de l'accès « libre » à des technologies duales dites « nivelantes » – drones, explosifs improvisés, images satellite, système de géolocalisation – mais également de la « professionnalisation » des armées ou groupes armés non étatiques. La combinaison de ces deux leviers tend à réduire le fossé technologique et opérationnel qui sépare traditionnellement les armées officielles des bandes armées ; fossé censé, en toute logique, procurer un avantage significatif aux États au détriment de leurs adversaires.

En parallèle se manifeste une sorte d'affaiblissement, voire un affaissement du rôle normatif et régulateur du droit international comme des droits nationaux dans le règlement des conflits et de la gestion des crises, y compris intérieurs. Ce droit dans sa dimension internationale est contesté par une part croissante des États qui estiment se l'être vu imposer après les deux guerres mondiales en contradiction avec leurs cultures, leurs histoires, leurs valeurs et leurs niveaux de développement ; il est ignoré par les proto-États (c'est-à-dire par les groupes insurgés et/ou organisations suffisamment puissants pour chercher à s'arroger les fonctions régaliennes d'un État classique) qui en refusent même les principes ; il est contourné par un certain nombre d'acteurs internationaux lorsqu'il ne correspond pas à leurs intérêts directs ; par ailleurs il ne couvre pas ou couvre mal les champs nouveaux de la conflictualité ; enfin il est souvent inopérant en raison de la faiblesse des acteurs ou des États qui ont la responsabilité de sa mise en œuvre.

La conflictualité s'est, en outre, étendue à des champs immatériels où ces nouveaux acteurs jouissent d'une grande liberté d'action. Ces nouveaux champs leur offrent une ubiquité stratégique en leur permettant d'atteindre à moindre coût, les « zones arrière » et les centres de gravité de leurs adversaires que constituent généralement les opinions publiques, celles des pays agressés comme celles des pays ou des organisations « agressants ».

Sur les bases précédentes, cet article a l'ambition de partager des réflexions sur la situation et les perspectives d'évolution de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest. La zone concernée par cette appréciation couvre 17 pays d'Afrique de l'Ouest (les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest – CEDEAO – ainsi que la Mauritanie et le Tchad) qui sont tous à des degrés divers concernés par les problématiques de sécurité quand ils n'en sont pas eux-mêmes à l'origine.

D'un point de vue strictement sécuritaire, la dynamique de montée en puissance des acteurs irréguliers ne semble pas pouvoir être endiguée à court terme en Afrique de l'Ouest. La préservation de l'ascendant opérationnel des armées régaliennes imposerait dès lors l'acquisition et la maîtrise de quelques capacités clés capables de produire des effets significatifs, durables et dissuasifs pour, à tout le moins, freiner la déstabilisation de la partie occidentale du continent africain. L'enjeu est bien de reprendre une forme d'ascendant technologique et doctrinal, en combattant les effets égalisateurs de l'asymétrie, tout en convenant que la seule option capacitaire militaire ne suffira pas à ramener la concorde, la stabilité et la prospérité dans cette région, mais c'est le biais qui a été choisi dans le cadre





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 49

de cet article. La définition précise des menaces auxquelles ces pays sont / vont être confrontés est donc la base de toute réflexion stratégique et de tout raisonnement capacitaire.

Pour la plupart de ces pays et en facteur commun de ces enjeux de sécurité, il y a bien sûr la progression inquiétante du djihadisme islamique qui prospère sur la misère, l'injustice, la mauvaise gouvernance locale et l'inefficacité des forces de défense et de sécurité. Pour autant, d'autres facteurs d'insécurité apparaissent, se structurent, se militarisent et prennent de l'ampleur. Il s'agit des trafics et notamment celui des ressources rares (minerais, ressources halieutiques, pétrole, otages). Ils ne feront l'objet que d'une brève description, considérant que les modes d'action et les équipements de ceux qui les mettent en œuvre diffèrent assez peu de ceux des groupes armés terroristes, lorsque ce ne sont pas les mêmes.

## **Au commencement était le Mali...**

C'est évidemment le Mali qui est la « matrice » de cette propagation. Depuis maintenant un peu plus de quatre ans et malgré les succès militaires enregistrés par les forces françaises, les groupes armés terroristes (GAT) sahéliens centrés initialement au nord Mali ont considérablement agrandi leurs zones de prédation et d'évolution. Ces acteurs sont désormais présents (principalement en zone rurale, tout en réalisant des attaques d'emprises militaires ou de voies de communication) non seulement sur les deux tiers du Mali, mais également au Niger et au Burkina Faso. Ils réalisent des incursions dans plusieurs pays du golfe de Guinée (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin).

Aucun indice tangible ne permet d'envisager une amélioration de la situation à court ou moyen terme, que ce soit au Sahel, mais également sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Le G5 Sahel et son volet militaire – la force conjointe qui tardaient à être opérationnelle et à obtenir des résultats – vient de connaître un brutal coup d'arrêt, probablement définitif avec la récente décision du Mali de le quitter, même si certains pays souhaiteraient continuer. Ceci vaut également pour la force multinationale mixte qui lutte contre Boko Haram aux confins du Niger, du Tchad, du Cameroun et du Nigéria. Quant aux armées nationales des pays concernés, très sollicitées, mal organisées, mal équipées pour la plupart et insuffisamment soutenues et préparées à des menaces de type asymétrique, elles sont actuellement incapables de faire face à cette menace.

Aussi, bénéficiant d'un ascendant opérationnel et psychologique indéniable, trouvant aisément des relais au sein des populations selon différentes modalités visant généralement à remettre l'ordre social local préexistant, les groupes armés terroristes vont poursuivre leur expansion en suivant la ligne de la plus grande pente, c'est-à-dire en direction des pays du golfe de Guinée dont l'attrait conjugué : la richesse et des ressources importantes à capter, des pays stratégiques pour les occidentaux, des zones refuges accueillantes et des pouvoirs à la fois faibles et décrédibilisés aux yeux des populations dans ces zones septentrionales.

Les forces françaises ont concentré leurs efforts dans la zone carrefour des trois frontières Mali-Niger-Burkina. Des coups très durs ont été portés à l'EIGS (État Islamique au Grand Sahara affilié à Daesh) et au GSIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans affilié à Al Qaïda), mais l'évolution de la situation sécuritaire, ne permet objectivement pas d'espérer avoir une région stabilisée et apaisée sans



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 50

des accords locaux et un sursaut africain dans le domaine sécuritaire comme dans celui des services élémentaires fournis aux populations. En revanche, la pression militaire mise sur cette zone a eu deux effets iatrogènes : la concentration des moyens français dans cette zone a de facto créé des espaces moins sécurisés « ailleurs » dans lesquels les GAT se sont engouffrés ; ensuite, cette pression a eu comme conséquences de voir les GAT abandonner cette zone pour en investir de nouvelles. Enfin, l'annonce du départ des forces françaises du Mali a probablement très directement permis les affrontements que l'on note dans la région de Ménaka – Anderaboukane entre groupes armés de la plateforme soutenus par la transition et l'EIGS.

S'agissant de ces GAT, on peut en retenir les caractéristiques principales suivantes :

Les altérations ponctuelles des capacités opérationnelles des terroristes sont immédiatement compensées par des renforts en hommes et matériels leur permettant de régénérer leurs forces et ce, malgré les conflits internes GSIM/EIGS.

Parmi les 200 terroristes libérés il y a dix-huit mois (à l'occasion de la libération de Mme Pétronin et de Mr Soumaïlou Cissé), un grand nombre étaient des spécialistes en explosifs, instructeurs, logisticiens ou simples poseurs d'IED. Ils ont repris leurs activités profitant de la faiblesse, de la lenteur, de la vulnérabilité et de la prévisibilité des déplacements routiers dans cette zone. La mission des Nations Unies au Mali en fait hélas régulièrement les frais.

Ces groupes maîtrisent leur « Stratcom » et ont très bien compris quels étaient les impacts de leurs actions terroristes (prises d'otages, assassinats de ressortissants occidentaux, attaque IED) et leurs retentissements dans les médias occidentaux. Ils maîtrisent également le domaine de l'influence en propageant de fausses rumeurs ; la France en a fait et continue d'en faire les frais (les éléments publics de la doctrine militaire de lutte informatique d'influence adoptée par la France en 2021 mentionnent justement quelques exemples de ce type d'activités).

Ce sont bien la pauvreté et les frustrations des populations qui forment le terreau favorable à l'implantation des terroristes et facilitent leur recrutement. Tout l'enjeu se situe donc vis-à-vis de ces populations qui constituent en quelque sorte le « centre de gravité » de cette guerre. La faiblesse des États est donc directement responsable de ces frustrations entraînées par un déficit de maillage territorial et donc une défiance de la population envers leurs forces de sécurité incapables d'assurer leur sécurité et parfois aussi violentes que les GAT.

En Afrique sahélienne et parmi les pays directement confrontés à cette menace, seuls le Tchad et la Mauritanie semblent capables de résister voire de prendre l'ascendant face au terrorisme. Le Niger bien que n'étant pas dans la situation d'anomie du Mali ou du Burkina Faso n'est plus en mesure toutefois d'assurer de façon permanente sa souveraineté sur certaines parties de son territoire (frontière nigéro-libyenne, frontière du Sud-est et zone des trois frontières).

## **Des conséquences régionales imminentes...**

S'agissant du reste de l'Afrique de l'Ouest, le schéma tendanciel qui se dessine est particulièrement inquiétant, car les armées locales ne sont pas encore autonomes et sont donc incapables d'opposer une force crédible et efficace à la poussée djihadiste. Les incidents récents recensés en Côte d'Ivoire, au Bénin et tout récemment au Togo pour ne citer qu'eux en témoignent.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 51

Concernant l'extension de ce phénomène en « tache d'huile », on doit noter le grand « opportunisme économique » des GAT (prédation et trafics) qui se mêle à la stratégie d'élargissement de leur zone d'influence. L'ouverture du front dans le septentrion des pays du golfe de Guinée est en route tandis que la menace se rapproche via le Mali et la Guinée (dans une moindre mesure) des frontières du Sénégal.

Les terroristes sont tout simplement en train de répliquer dans les pays voisins de la zone sahélienne les mécanismes et les modes d'action qui ont fait leur succès en bande sahélo-saharienne. Ils s'installent en toute discrétion dans des zones lacunaires (zone de repli, zone d'observation et s'attaquent à tous les symboles de l'État (postes de douanes, de polices, gendarmerie, mairies, préfectures ...), privilégiant dans un premier temps, les cibles dites « molles » (c'est-à-dire non aménagées et défendues à l'inverse à titre d'exemple des camps militaires ou des centres de commandement). Ils s'appuient sur des populations frustrées en conflit avec l'État et instrumentalisent et exacerbent les conflits interethniques/sociaux existants ; enfin, ils s'installent et supplantent l'État dans tous les domaines régaliens.

En résumé, le problème de fond n'est donc pas le terrorisme, mais l'absence ou la faiblesse de gouvernance dont il est une manifestation. Ce n'est pas non plus un simple problème de ressources budgétaires, mais plutôt la façon dont de trop nombreux États utilisent ces fonds ; ce qui renforce le sentiment d'injustice et de révolte contre les gouvernants. La stabilisation des pays en crise ou en devenir doit être traitée de façon globale ; le développement et la sécurité en sont les principales clés qui peinent à être mises en place. La crédibilité des États dans les domaines régaliens est une première étape.

## **Les espaces maritimes, futurs lieux de bataille ?**

La problématique des espaces maritimes est également essentielle et ne doit pas être écartée de l'équation générale. 13 des 17 pays qui composent la zone étudiée sont des pays côtiers bordés par l'océan Atlantique et le golfe de Guinée.

80% des biens manufacturés importés en Afrique de l'Ouest arrivent par les principaux ports de la région que sont Dakar, Conakry, Abidjan, Lomé, Cotonou et Lagos. La quasi-totalité des matières premières du continent est exportée par voie maritime. Les économies des pays enclavés que sont le Mali, le Niger et le Burkina Faso dépendent, elles aussi, des ports du golfe de Guinée. Les eaux territoriales et les zones économiques exclusives des pays d'Afrique de l'Ouest regorgent de pétrole et de gaz. Quatre États de la région exploitent des gisements de pétrole et de gaz offshore : Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Mauritanie. De nouveaux gisements de pétrole et de gaz ont été récemment découverts au large du Sénégal, de la Mauritanie et du Ghana. Les eaux ouest-africaines font partie des plus poissonneuses au monde. La production halieutique des pays de la CEDEAO est estimée à plus de deux millions de tonnes par an. Près de 7 millions de personnes dépendent directement de la pêche artisanale. 60% des protéines animales consommées par les 402 millions d'habitants de la zone étudiée viennent de la mer.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 52

La sécurisation et la préservation de cet espace maritime stratégique sont donc essentielles pour la stabilité économique et politique des pays de l'Afrique de l'Ouest. Pourtant, cet espace maritime est menacé. Le golfe de Guinée est devenu la zone de navigation la plus dangereuse au monde. 133 attaques de pirates y avaient été dénombrées pour l'année 2020. Plus de 150 marins avaient été pris en otage. Les vols et les agressions contre les navires à quai ou au mouillage dans les ports de la région sont de plus en plus fréquents.

Malgré la création louable d'une architecture régionale de sûreté maritime, les marines des pays de la région ne parviennent pas à lutter efficacement contre le phénomène de la piraterie maritime dans le golfe de Guinée. La menace liée à la piraterie devrait donc rester forte et continuer à impacter les flux maritimes commerciaux et l'exploitation pétrolière offshore cette année. Elle devrait également se durcir et se militariser à l'instar de ce qui a été observé au large du Nigéria.

Sur le long terme, cependant, c'est la pêche illícite, non déclarée et non règlementée (INN) qui représente la plus grande menace pour l'Afrique de l'Ouest. Les pays riverains sont incapables de surveiller et de contrôler leurs eaux efficacement. Nombre d'entre eux accordent des licences de pêche à des « chalutiers-usines » au détriment des pêcheurs artisanaux tout en étant incapables de mesurer la ressource halieutique sur laquelle ils accordent des droits de pêche. L'absence de contrôles, l'incapacité générale et la corruption conduisent au pillage des stocks de poissons par des chalutiers géants.

Si rien n'est fait pour lutter contre cette pêche illégale, la ressource sera vite épuisée. Déjà, de nombreux pêcheurs artisanaux, privés de leurs revenus, protestent, se révoltent parfois et pour certains se tournent vers des activités illégales comme le trafic de migrants, le trafic de drogue ou la piraterie. Dans une région où la population devrait doubler d'ici 2050 pour atteindre 800 millions d'habitants, la disparition progressive de la principale ressource en protéines est potentiellement explosive. Sur terre, comme sur mer, l'Afrique de l'Ouest est confrontée à un gigantesque défi sécuritaire. Elle n'y apportera une solution qu'à la condition d'une forte intégration régionale et un soutien international puissant et adapté.

*lerubicon.org*

## ***Pourquoi la mer Noire est-elle si stratégique ?***

Pour la Russie, l'un des enjeux de l'invasion de l'Ukraine du 24 février est le contrôle de la mer Noire, qui offre un accès à la Méditerranée puis à l'océan mondial. Cette mer stratégique, bordée par des puissances rivales depuis des siècles, a longtemps été le théâtre de luttes territoriales.

Le premier jour de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février, un croiseur russe s'approche de l'île aux Serpents. Il demande aux garde-côtes de ce petit bout de terre ukrainien au large de l'embouchure du Danube de se rendre, ce à quoi l'un d'eux le gratifiera d'un doigt d'honneur et d'un "va te faire foutre !". Les garde-côtes seront capturés et l'île aux Serpents deviendra l'un des premiers territoires ukrainiens assiégés.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 53

C'est dans la mer Noire qu'a surgi ce premier mythe de la résistance ukrainienne, immortalisé jusque dans des timbres. C'est depuis la mer Noire que la Russie a tenté – sans succès – d'envahir le sud-ouest de l'Ukraine. Et c'est sur la mer Noire que se braquent aujourd'hui tous les regards, alors que s'y exacerbent les tensions et que Kiev espère pouvoir y exporter des millions de tonnes de céréales pour tenter d'enrayer une crise alimentaire mondiale.

La mer Noire, un espace de confluence entre puissances rivales Cernée au sud par la péninsule anatolienne, à l'est par le Caucase et la Russie, au nord par l'Ukraine, et à l'ouest par la Roumanie et la Bulgarie – deux pays qui font aujourd'hui partie de l'Union européenne, la mer Noire est depuis des siècles un carrefour stratégique disputé, zone de contact entre puissances rivales. "Espace de confins sous domination grecque, romaine puis byzantine, lieu mythique de la Toison d'or, le Pont-Euxin ["mer hospitalière", comme la nommaient les Grecs anciens, ndlr] a été aussi bien cul-de-sac des empires que champ d'affrontement entre eux, et objet de vagues successives d'invasions", écrivait Serge Sur dans la revue Questions internationales.

Bien que fermée, "la mer Noire ne saurait être considérée indépendamment de la Méditerranée", insiste Jean-Sylvestre Mongrenier, docteur en géopolitique et chercheur associé à l'Institut Thomas More, dans un billet sur Desk Russie. Car c'est justement l'accès à la Méditerranée, qui ouvre elle-même un passage vers l'océan mondial, qui a fait de la mer Noire une zone de tension.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, après de nombreuses conquêtes, l'empire Ottoman domine tous les rivages de cette mer. L'accès au "lac turc" est alors totalement interdit aux navires étrangers. Mais au XIX<sup>e</sup> siècle, l'empire, "homme malade de l'Europe", est sur le déclin et la Russie ne cache pas ses ambitions expansionnistes.

La Turquie, maîtresse des Dardanelles et du Bosphore Le tsar Nicolas I veut profiter des tensions religieuses entre catholiques et orthodoxes sur la protection des lieux saints pour s'emparer des détroits des Dardanelles et du Bosphore, alors possessions ottomanes. Ce faisant, il s'assurerait un accès aux "mers chaudes", synonyme de mouvement naval libre en hiver comme en été. La France, l'Angleterre et l'empire Ottoman s'allient en 1853 contre cette poussée russe lors de la guerre de Crimée. Le traité de Paris, signé en 1856, entérine, entre autres, la défaite russe mais aussi la neutralisation et la démilitarisation de la mer Noire.

L'empire Ottoman, puis la république de Turquie, reste maître du Bosphore et des Dardanelles, rôle conforté par la convention de Montreux, signée en 1936 et toujours appliquée aujourd'hui. Ce texte garantit la libre circulation des navires de commerce dans les détroits, mais restreint celle des navires et sous-marins militaires. Il impose aux bâtiments de guerre de notifier préalablement leur passage et limite leur tonnage. Pour les navires des pays non-riverains de la mer Noire, la durée de séjour ne doit pas excéder 21 jours. La libre circulation des navires de guerre peut être suspendue si la Turquie s'estime menacée ou si elle est partie d'un conflit – ce qu'elle a fait le 28 février 2022, trois jours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, empêchant ainsi la flotte russe d'être renforcée mais par là même les navires occidentaux de passer.





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 54

Ce texte contraint ainsi fortement l'activité des marines étrangères à la mer Noire. Il devient un atout de taille pendant la Guerre froide ; Ankara, alliée au bloc occidental et membre de l'Otan depuis 1952, restant de surcroît le seul État riverain non-communiste de la mer Noire, abonde Serge Sur. De par son contrôle des détroits, la Turquie se voit toujours en médiatrice de la région, maintenant un fragile équilibre entre son statut de membre de l'Alliance et son voisinage avec Moscou.

L'annexion de la Crimée a bouleversé les équilibres régionaux L'intérêt européen pour la mer Noire, longtemps considéré comme une périphérie, émerge dans les années 1990, soulève Jean-Sylvestre Mongrenier. Négligeant l'hostilité russe, il s'agit pour l'Union européenne de préparer son élargissement, "promouvoir la démocratie libérale dans l'environnement européen et de diversifier les approvisionnements énergétiques". Mais la vision bruxelloise se heurte aux conflits latents et suspendus, hérités pour la plupart de la dislocation de l'URSS en 1991 – notamment en Transnistrie, région moldave sécessionniste et pro-russe, dans le Caucase autour du Haut-Karabakh, ou encore en Ossétie du Sud et en Abkhazie, deux régions géorgiennes séparatistes et désireuses de se rattacher à Moscou.

La Russie n'a d'ailleurs jamais détourné les yeux de la région, gardant en tête le souci permanent d'assurer le désenclavement du pays par l'accès à la Méditerranée. La guerre qu'elle a menée contre la Géorgie, en 2008, constitue "une première étape dans la restauration de ses positions stratégiques en mer Noire", estime une note de la Fondation pour la recherche stratégique publiée en 2017.

L'annexion de la Crimée en 2014 est le pas décisif. En s'emparant de la péninsule, Moscou s'assure le contrôle de ses meilleurs ports, une présence militaire massive dans la base de Sebastopol mais, surtout, la côte la plus longue sur la mer Noire. Si, à la dislocation de l'URSS, la Russie ne disposait que de 400 kilomètres de côtes, elle triple presque ses rives avec le contrôle de l'Abkhazie géorgienne et le rattachement de la Crimée.

La maîtrise de l'espace de la mer Noire est alors "perçue comme une condition importante de la réalisation du projet russe de consolider sa nouvelle influence au Moyen-Orient, mais aussi de conserver son emprise politique et géopolitique sur l'espace post-soviétique tout en travaillant à la sécurité d'un flanc sud de la Fédération considéré comme particulièrement vulnérable", souligne la Fondation pour la recherche stratégique.

## **Pour Moscou, transformer la mer Noire en "mer russe"**

La guerre en Ukraine a exacerbé la place stratégique de la mer Noire. Pour Moscou, l'un des enjeux de son "opération militaire spéciale" est "de transformer, autant que faire se peut, la mer Noire en mer russe", assure Jean-Sylvestre Mongrenier dans un entretien à L'Express. "[Les Russes] veulent contrôler toute la partie nord de la mer Noire, y développer une position dominante et interdire, autant que possible, aux navires des pays membres de l'Otan de s'y rendre". Face à la Russie, Mircea Geoană, secrétaire général délégué de l'Otan, a insisté le 1er juillet sur l'importance de cette mer pour la dissuasion et la défense de l'Alliance, soutenant que sur ses eaux se joue une "compétition entre, d'une part, une Russie révisionniste, brutale et agressive et, d'autre part, notre monde démocratique".



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 55

## **« Les temps qui sont devant nous vont être durs », prévient le chef d'état-major de la Marine nationale**

**« Les larmes de nos souverains ont souvent le goût salé de la mer qu'ils ont ignorée »...**

Cette formule, prêtée au cardinal de Richelieu, est plus que jamais d'actualité au regard de la dépendance de l'Europe par rapport aux flux maritimes, laquelle va encore s'accroître avec la nécessité de compenser les effets des sanctions contre la Russie dans le domaine de l'énergie] et au réarmement naval massif auquel on assiste depuis maintenant plusieurs années. Et c'est sans oublier la remise en cause du droit maritime international, les différends territoriaux et les questions environnementales.

Pourtant, et alors que certaines de ces tendances sont désormais anciennes [on parle de la montée en puissance de la marine chinoise, pour ne citer qu'elle, depuis une quinzaine d'années], la France, qui possède le second domaine maritime mondial, a réduit de moitié le format de la Marine nationale depuis la fin de la Guerre Froide.

Cela s'est notamment traduit, et sous couvert d'économies budgétaires pourtant loin d'être évidentes, par une diminution de la commande de frégates multimissions [passée de 17 à 11 en 2008, puis de 11 à 8 par la suite] ainsi par le report de certains programmes, au risque de créer des ruptures temporaires de capacité [RTC] susceptibles de devenir définitives. Et les chefs d'état-major qui se sont succédé à sa tête ont tous peu ou prou dénoncé le format insuffisant de la Marine au regard de ses contrats opérationnels.

Cela étant, dans le cadre de la Loi de programmation militaire [LPM] 2019-25, une remontée en puissance a été amorcée, avec l'admission au service du premier des six sous-marins nucléaires d'attaque [SNA] de type Suffren et le lancement de programmes importants, comme les Patrouilleurs outre-Mer [POM], les Bâtiments ravailleurs de force [BRF], les Patrouilleurs océaniques [PO], les Frégates de défense et d'intervention [cinq exemplaires prévus] ou encore comme les études relatives au sous-marin nucléaire lanceur d'engins [SNLE] de 3<sup>e</sup> génération et au Porte-avions de nouvelle génération [PANG].

Seulement, et comme l'a justement souligné l'amiral Pierre Vandier, le chef de la Marine nationale [CEMM], lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le 27 juillet, les décisions prises maintenant ne pourront produire leurs effets que bien plus tard. « Il faut vingt ans pour former un commandant de sous-marin et autant de temps pour construire son bateau. C'est la génération de nos parents qui a dessiné et construit le [porte-avions] Charles de Gaulle. C'est à la nôtre qu'il revient de construire les outils militaires qui défendront la génération de nos enfants et petits-enfants dans les quarante prochaines années ».

En attendant, la « Royale » s'attend à connaître de « très fortes réductions temporaires de capacités »... Et « sous les segments sont concernés », a prévenu l'amiral Vandier.

« On va descendre à quatre SNA pour les deux prochaines années, compte tenu du rythme de réparation des cinq sous-marins que nous détenons et des livraisons des suivants. S'agissant des patrouilleurs, la cible va descendre à 50 % de ce qui est prévu pour 2030. Pour les patrouilleurs outre-mer, on remontera à 100 % en 2025.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 56

Par ailleurs, nous n'aurons que deux bâtiments ravitailleurs de force d'ici à 2029, au lieu de quatre », a en effet détaillé le CEMM, qui a évoqué des « choix cornéliens qu'il conviendra de trancher cet automne ».

Pour l'amiral Vandier, le « principal frein à l'extention du format de la marine est budgétaire, pas industriel » et « compte-tenu des contraintes financières, le principal levier d'accélération est l'innovation et la valorisation des plateformes ». Or, a-t-il aussi souligné, « c'est ce qu'on a en stock au soir de la guerre qui permet de la gagner ».

Et, visiblement, le CEMM estime qu'un conflit est quasiment inéluctable. « Comment gagner le match qui s'annonce? », a-t-il en effet demandé aux députés, alors que le temps et les moyens de la Marine sont comptés? En premier lieu, a-t-il poursuivi, il « faut maintenir le cap et tenir la ligne », c'est à dire les « choix structurants » qui ont été faits ces cinq dernières années. Cependant, il « reste des capacités que nous devons impérativement lancer pour garantir la cohérence de nos contrats opérationnel », a-t-il dit.

Ensuite, l'amiral Vandier a estimé nécessaire, au vu de l'état de la menace, « d'épaissir là où il est intelligent et possible de le faire » [avec une priorité donnée aux stocks de munitions] et « d'accélérer » en matière d'innovation.

« Nos plateformes doivent évoluer au rythme de la technologie, et pas seulement tous les vingt ans, comme c'est le cas actuellement, avec des rénovations à mi vie. Pour la Marine, l'économie de guerre, c'est la capacité de l'industrie à booster la performance des systèmes d'armes actuels et à répondre à des besoins opérationnels nouveaux dans un temps court : les drones, le traitement de masse des données, avec les jumeaux numériques embarqués, le maintien en condition opérationnelle [MCO] prédictif, les armes à énergie dirigée », a détaillé le CEMM.

En tout cas, la première exigence de l'amiral Vandier est que la Marine soit capable, à court terme, de « combattre avec les moyens » dont elle dispose et « d'en tirer les meilleurs bénéfiques », ce qui passera aussi par le durcissement de la préparation opérationnelle des équipages et le développement de leur « force morale ». Mais cela ne résoud pas le problème de la « masse »... Aussi, le second axe d'effort décrit par le CEMM consistera à « aller chercher, dans la coopération avec nos alliés, ce qui nous manque, pour parvenir à la masse critique », ce qui signifie qu'il faudra « continuer à développer l'interopérabilité de nos systèmes, d'autant que l'accélération technologique la rend plus complexe » et « préparer la capacité à combattre ensemble »... Car, a-t-il ajouté, « contre la marine chinoise, nous gagnerons si nous nous battons ensemble, en coalition ».

Quoi qu'il en soit, l'amiral Vandier s'attend à un avenir sombre. « Les temps qui sont devant nous vont être durs. Notre responsabilité vis-à-vis des générations futures est historique. Il est donc temps de se battre comme des diables ».

*Opex360*

## **QUELQUES RÉFLEXIONS DIFFICILES SUR L'APRÈS-UKRAINE**

### **GRAHAM E. FULLER**

Ancien officier de renseignement américain, ayant successivement servi à la CIA – il a été chef de poste à Kaboul –, puis au National Intelligence Council, dont il fut vice-président. Il a ensuite rejoint la Rand Corporation en tant que politologue senior spécialisé dans le Moyen-Orient.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 57

Il est aujourd'hui professeur d'histoire à l'Université Simon Fraser. Graham E. Fuller est l'auteur de plusieurs livres consacrés aux questions géopolitiques du monde arabe.

La guerre en Ukraine s'est prolongée suffisamment longtemps pour révéler certaines trajectoires claires. Tout d'abord, deux réalités fondamentales :

Poutine doit être condamné pour avoir lancé cette guerre – comme pratiquement tout dirigeant qui lance une guerre. Poutine peut être qualifié de criminel de guerre – en bonne compagnie avec George W. Bush, qui a tué beaucoup plus de gens que Poutine.

La condamnation secondaire revient aux États-Unis (OTAN) qui ont délibérément provoqué une guerre avec la Russie en poussant implacablement leur organisation militaire hostile, malgré les notifications répétées de Moscou sur le franchissement des lignes rouges, jusqu'aux portes de la Russie. Cette guerre n'aurait pas dû avoir lieu si la neutralité ukrainienne, à la manière de la Finlande et de l'Autriche, avait été acceptée.

Au lieu de cela, Washington a appelé à une défaite nette de la Russie.

## **Alors que la guerre touche à sa fin, où iront les choses ?**

Contrairement aux déclarations triomphalistes de Washington, la Russie est en train de gagner la guerre et l'Ukraine a perdu la guerre. Tout dommage à long terme pour la Russie est sujet à débat.

Les sanctions américaines contre la Russie se sont avérées bien plus dévastatrices pour l'Europe que pour la Russie. L'économie mondiale a ralenti et de nombreux pays en développement sont confrontés à de graves pénuries alimentaires et au risque d'une famine généralisée. Des fissures profondes apparaissent déjà sur la façade européenne de la soi-disant « unité de l'OTAN ». L'Europe occidentale va amèrement regretter le jour où elle a aveuglément suivi le joueur de flûte américain dans sa guerre contre la Russie. En effet, il ne s'agit pas d'une guerre ukraino-russe mais d'une guerre américano-russe menée par procuration jusqu'au dernier Ukrainien.

Contrairement aux déclarations optimistes, l'OTAN pourrait, en fait, en sortir affaiblie. Les Européens de l'Ouest réfléchiront longuement quant à la pertinence et aux coûts importants que provoquent les confrontations à long terme avec la Russie ou d'autres « concurrents » des États-Unis. L'Europe reviendra tôt ou tard à l'achat d'énergie russe bon marché. La Russie est à sa porte et une relation économique naturelle avec elle sera finalement d'une logique écrasante. L'Europe perçoit déjà les États-Unis comme une puissance en déclin dont la « vision » erratique et hypocrite de la politique étrangère repose sur le besoin désespéré de préserver le « leadership américain » dans le monde. La volonté de l'Amérique d'entrer en guerre dans ce but est de plus en plus dangereuse pour les autres.

Washington a également clairement indiqué que l'Europe devait s'engager dans une lutte « idéologique » contre la Chine, dans une sorte de combat protéiforme de la « démocratie contre l'autoritarisme ». Pourtant, il s'agit bien d'une lutte classique pour le pouvoir dans le monde. Et l'Europe peut encore moins se permettre de verser dans la confrontation avec la Chine – une « menace » perçue principalement par Washington mais peu convaincante pour de nombreux États européens et une grande partie du monde.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 58

L'initiative chinoise « Belt and Road » est peut-être le projet économique et géopolitique le plus ambitieux de l'histoire mondiale. Elle relie déjà la Chine à l'Europe par voie ferroviaire et maritime. L'exclusion de l'Europe du projet « Belt and Road » lui coûtera cher. Notez que « Belt and Road » traverse la Russie. Il est impossible pour l'Europe de fermer ses portes à la Russie tout en conservant l'accès à ce mégaprojet eurasiatique. Ainsi, une Europe qui perçoit les États-Unis comme étant déjà en déclin n'a guère d'intérêt à rejoindre le wagon de tête contre la Chine. La fin de la guerre en Ukraine amènera l'Europe à reconsidérer sérieusement les avantages qu'il y a de soutenir la tentative désespérée de Washington de maintenir son hégémonie mondiale.

L'Europe traversera une crise d'identité croissante dans la détermination de son futur rôle mondial. Les Européens de l'Ouest en auront assez d'être soumis à la domination américaine sur la politique étrangère européenne, qui dure depuis 75 ans. À l'heure actuelle, l'OTAN est la politique étrangère européenne et l'Europe reste inexplicablement timide dans l'affirmation d'une voix indépendante. Combien de temps cela va-t-il durer ?

Nous voyons maintenant comment les sanctions américaines massives contre la Russie, y compris la confiscation des fonds russes dans les banques occidentales, amènent la plupart des pays du monde à reconsidérer la pertinence de miser entièrement sur le dollar américain à l'avenir. La diversification des instruments économiques internationaux est déjà à l'ordre du jour et ne fera qu'affaiblir la position économique autrefois dominante de Washington et son instrumentalisation hégémonique du dollar.

L'une des caractéristiques les plus inquiétantes de cette lutte russo-américaine en Ukraine est la corruption totale des médias indépendants. En effet, Washington a remporté haut la main la guerre de l'information et de la propagande, en orchestrant tous les médias occidentaux pour qu'ils chantent le même refrain au sujet de la guerre en Ukraine. L'Occident n'a jamais été témoin d'une telle imposition générale de la perspective géopolitique et idéologique d'un pays dans son espace. Bien entendu, on ne peut pas non plus faire confiance à la presse russe. Au milieu d'un barrage de propagande antirusse virulente dont je n'ai jamais vu l'équivalent pendant mes années de guerre froide, les analystes sérieux doivent creuser profondément ces jours-ci pour avoir une compréhension objective de ce qui se passe réellement en Ukraine.

Si seulement cette domination des médias américains, qui nie presque toutes les voies alternatives, n'était qu'une simple péripétie provoquée par les événements en Ukraine. Mais les élites européennes se rendent peut-être lentement compte qu'elles ont été poussées dans cette position d'« unanimité » totale ; des fissures commencent déjà à apparaître dans l'UE et l'OTAN. Mais l'implication la plus dangereuse est qu'à mesure que nous nous dirigeons vers de futures crises mondiales, une véritable presse libre et indépendante est en train de disparaître, tombant entre les mains de médias dominés par les entreprises et proches des cercles politiques, dorénavant soutenus par les médias sociaux électroniques, qui manipulent tous le récit à leurs propres fins. Alors que nous nous dirigeons vers une crise d'instabilité de plus en plus grande et dangereuse à cause du réchauffement climatique, des flux de réfugiés, des catastrophes naturelles et probablement de nouvelles pandémies, le contrôle étroit des médias occidentaux par les États et les entreprises devient très dangereux pour l'avenir de la démocratie. Nous n'entendons plus de voix alternatives sur l'Ukraine aujourd'hui.





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 59

Enfin, il est fort probable que le caractère géopolitique de la Russie ait désormais basculé de manière décisive vers l'Eurasie. Pendant des siècles, les Russes ont cherché à être acceptés en Europe, mais ils ont toujours été tenus à distance. L'Occident ne veut pas discuter d'une nouvelle architecture stratégique et de sécurité. L'Ukraine n'a fait qu'intensifier cette tendance. Les élites russes n'ont plus d'autre choix que d'accepter que leur avenir économique se trouve dans le Pacifique, où Vladivostok n'est qu'à une ou deux heures d'avion des vastes économies de Pékin, Tokyo et Séoul. La Chine et la Russie ont été poussées de manière décisive à se rapprocher de plus en plus l'une de l'autre, notamment en raison de leur souci commun de bloquer la liberté d'intervention militaire et économique unilatérale des États-Unis dans le monde. L'idée que les États-Unis puissent diviser la coopération russe et chinoise qu'ils ont provoquée est un fantasme. La Russie est brillante sur le plan scientifique, dispose d'une énergie abondante et est riche en minerais et métaux rares, tandis que le réchauffement climatique va accroître le potentiel agricole de la Sibérie. La Chine dispose des capitaux, des marchés et de la main-d'œuvre nécessaires pour contribuer à ce qui devient un partenariat naturel à travers l'Eurasie.

Malheureusement pour Washington, presque toutes ses attentes concernant cette guerre se révèlent incorrectes. En effet, l'Occident pourrait en venir à considérer ce moment comme l'argument final remettant en cause le fait de suivre la quête de domination mondiale de Washington dans des confrontations toujours plus nouvelles, dangereuses et dommageables avec l'Eurasie. Et la plupart des autres pays du monde – l'Amérique latine, l'Inde, le Moyen-Orient et l'Afrique – trouvent peu d'intérêts nationaux dans cette guerre fondamentalement américaine contre la Russie.

*cf2r.org*